

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**SEPTEMBRE 2017**

**N°173**

**TOME I**

## SOMMAIRE

RAA 27 SEPTEMBRE 2017

*Pages*

<b><u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS</b> ( <i>Conseil du 27 septembre 2017</i> ) (TOME I)	<b>11</b>
<b><u>PARTIE 2</u> : DECISIONS</b> ( <i>Conseil du 27 septembre 2017</i> ) (TOME II)	<b>11</b>
<b><u>PARTIE 3</u> : ARRETES</b> (TOME II)	<b>242</b>
<b><u>PARTIE 4</u> : CERTIFICAT D'AFFICHAGE</b> (TOME II)	<b>460</b>

## PARTIE I – SOMMAIRE COMMISSIONS

N° Delib	ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	Pages
14853	Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques - Commission de délégations de Service Public (CDSP) et Commission d'Appel d'Offres (CAO) - Elections - Fixation des conditions de dépôt de liste	11
N° Delib	COHESION SOCIALE	
14907	Cohésion sociale - Dotation politique de la ville 2017 - Avenant n°2 à la convention cadre d'attribution de subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	15
N° Delib	CULTURE	
14911	Culture - Conventions de partenariat - Affectation de subventions - Approbation	18
14912	Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de partenariat avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles, l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie relative à l'Orchestre CRR-UPV - Autorisation de signature	20
14913	Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Demandes de subventions pour l'année 2018 - Approbation	23
14914	Culture - Musée Fabre - Réseau "Picasso-Méditerranée" - Lettre-accord de collaboration scientifique et culturelle avec l'établissement public du Musée national Picasso-Paris - Autorisation de signature	25
14915	Culture - Musée Fabre - Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades - Convention de partenariat avec le Rectorat de Montpellier, la Direction Régionale des Affaires Culturelles et la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Occitanie - Autorisation de signature	27
14916	Culture - Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades - Demandes de subventions au titre de l'année 2018 - Approbation	29
14917	Culture - Accord-cadre de partenariat 2017-2020 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier 3 - Autorisation de signature	31
14918	Culture - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Musée des Civilisations Européennes et Méditerranéennes (MUCEM) - Autorisation de signature	34
N° Delib	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	
14898	Développement économique - Cité intelligente - Institut des Applications Spatiales (InSpace) - Centre National d'Etudes Spatiales (CNES) - Convention-cadre de collaboration - Autorisation de signature	37
14899	Développement économique - Cité intelligente - HUT Human at home project - Accord de partenariat - Autorisation de signature	41
14900	Développement économique - Cité intelligente - Mission Belgique - Assemblée générale "European Innovation Partnership on Smart Cities and Communities" - du 11 au 13 octobre 2017 - Participation à l'assemblée générale - Approbation	45

# PARTIE I – SOMMAIRE COMMISSIONS

14870	Développement et aménagement durable du territoire - Centre Commercial "Le Polygone" à Montpellier - Régularisations foncières - Déclassement du domaine public - Cessions volumes - Autorisation d'Occupation Temporaire du Domaine Public - Servitude de surplomb – Approbation	98
14871	Développement et aménagement durable du territoire - Etudes Montpellier Métropole Territoires, révision du SCOT et élaboration du PLUI - Convention cadre de partenariat Ecole Nationale D'architecture de Montpellier (ENSAM)-Renouvellement - Approbation	101
N° Delib	<b>ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE</b>	
14908	Energie et transition énergétique - CIVIGAZ - Renouvellement de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, GRDF, Face Hérault et ACM - Autorisation de signature	105
N° Delib	<b>FINANCES</b>	
14854	Finances - Taxe de séjour intercommunale - Institution	109
14855	Finances - Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations - Institution - Approbation	113
14856	Finances - Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations - Fixation du produit 2018	116
N° Delib	<b>HORS COMMISSION</b>	
14932	Hors Commission - Prescription de l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) de Montpellier Méditerranée Métropole	120
14849	Hors Commission - Vœu relatif aux contrats aidés - Approbation	124
14850	Hors Commission - Election du 9ème Vice-Président	126
14851	Hors Commission - Commissions du Conseil de Métropole - Modification	128
14852	Hors Commission - Actualisation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des divers organismes externes et internes - Désignation	131
14852	Hors Commission - Actualisation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des divers organismes externes et internes - Désignation	131 bis
14860	Hors Commission - Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2015-2020 - Volet Mobilité Multimodale - Protocole cadre relatif aux études d'amélioration du doublet de ligne entre Nîmes et Montpellier - Conventions de financement - Autorisation de signature	139
N° Delib	<b>LOGEMENT</b>	
14872	Logement - Attribution de subvention - Union Régionale des Organismes d'Habitat Social (URO Habitat) - Convention de partenariat - Autorisation de signature	143
14873	Logement - Construction de 144 logements sociaux à Lattes, Baillargues et Montpellier - Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature	146
14874	Logement - Construction de 9 logements sociaux à Lattes et Pérols - Attribution de subventions à la SA d'HLM FDI Habitat - Conventions - Autorisation de signature	149
14875	Logement - Construction de 26 logements sociaux - Résidence « Elaïa », rue des	152



## PARTIE I – SOMMAIRE COMMISSIONS

14891	Logement - Construction de 6 logements sociaux - Résidence « Le Castelnau », 66 avenue de Castelnau à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SCIC Entreprendre pour Humaniser la Dépendance - Délibération n°14602 du 17 mai 2017 - Modification - Autorisation de signature	198
14892	Logement - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouveau Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers Courreau / Figuerolles / Nord Ecusson - Attribution de subvention pour la réhabilitation de deux logements - Autorisation de signature	201
14893	Logement - Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouveau Urbain de Montpellier 2012-2017 - Quartiers Saint Guilhem / Laissac / Sud Comédie - Attribution de subvention pour la réhabilitation de deux logements et huit copropriétés - Autorisation de signature	203
14894	Logement - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de treize logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	206
14895	Logement - Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2010-2016 - Quartiers Gambetta / Figuerolles / Nord Ecusson - Attribution de subventions complémentaires pour la réhabilitation de deux logements et sept copropriétés - Autorisation de signature	209
14896	Logement - Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2018 - Attribution de subvention pour la réhabilitation d'un logement à Prades-le-Lez - Autorisation de signature - Délibération n°14798 du 26 juillet 2017 - Modification	211
14897	Logement - Charte pour la confidentialité et l'utilisation de données issues du registre national d'immatriculation des syndicats de copropriétaires - Autorisation de signature	214
14890	Logement - Construction de 7 logements sociaux - « La Voltera » Tranche 2 - Impasse des Roselières à Lattes - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Promologis - Délibération n°14490 du 22 février 2017 - Modification	216
N° Delib	<b>PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES</b>	
14857	Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson - Déclaration d'un système d'endiguement Mosson au titre de l'article L214-3 du Code de l'environnement - Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et autres procédures administratives - Approbation	219
14858	Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Aménagements de protection contre les inondations du Lantissargues à Montpellier - Bassins du Parc Montcalm - Dossier d'autorisation environnementale - Approbation	223
14859	Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson - Nouveau plan de financement - Demandes d'aides financières - Approbation	227
N° Delib	<b>PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC</b>	
14923	Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets pour l'année 2016 - Approbation	230

**PARTIE I – SOMMAIRE  
COMMISSIONS**

14930	Voirie, Espace Public - Convention avec l'Etat pour l'entretien des aménagements paysagers en sortie d'autoroute sur le territoire de la commune Baillargues - Approbation - Autorisation de signature	281
14931	Voirie, Espace Public - Cession du contrat de partenariat public-privé portant sur l'éclairage public de Juvignac de la SAS SPIE Sud-Ouest à la SAS SPIE CityNetworks - Autorisation de signature	283



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE

la Commission d'Appel d'Offres et de chacune des Commissions de Délégations de Service Public précitées, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de chacune des commissions, doivent être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique de Montpellier Méditerranée Métropole. La date limite de dépôt est fixée jeudi 2 novembre 2017 à 12 heures,
- chaque liste doit parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election de la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole », ou « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public concernée.
- chaque liste établie pour l'élection de chacune des commissions ne peut comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil y compris pour les membres suppléants de la CAO ou des Commissions de Délégation de Service Public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conditions de dépôt des listes telles que définies ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1149141-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAQUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE

## **CULTURE**

## **CULTURE – CONVENTIONS DE PARTENARIAT - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les associations œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire métropolitain.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

### **1) Affectation d'une subvention à l'association « Effets Stars » :**

Cette association organise un festival dédié aux effets visuels et sonores qui permet à un public nombreux de découvrir toutes les facettes de la création : 3D relief, images de synthèses, maquillages, costumes, cascades. Au-delà des projections et des films en compétitions, « Effets Stars » organise également des tables-rondes et conférences, et propose un SFX parc offrant des animations interactives ouvertes au grand public sur les métiers des effets spéciaux (maquillages SFX, cascades, costumes, pyrotechnie, doublages, tournages etc.).

En soutien à la seconde édition de cette manifestation qui se déroulera du 15 au 19 novembre 2017, il est proposé d'affecter une subvention de 7 000 € à cette association.

### **2) Affectation d'une subvention à l'association « Chrétiens et Cultures » :**

Cette association a pour vocation d'encourager la rencontre et le dialogue entre personnes de cultures et de religions différentes, afin de favoriser le vivre-ensemble. Elle organise dans ce cadre le festival chrétien du cinéma et le festival interreligieux de musiques sacrées, qui réunit un public de confessions diverses dans l'objectif de faire découvrir à chacun la culture de l'autre.

Il est proposé de lui affecter une subvention de 7 000 € pour l'année 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de subventions aux associations susmentionnées ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de partenariat découlant de ces affectations ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 09/10/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 09/10/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170927-lmcl148720-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES, L'UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY MONTPELLIER 3 ET L'OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER OCCITANIE RELATIVE À L'ORCHESTRE CRR-UPV - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Acteurs-clés du territoire dans les domaines de la formation, de l'innovation et de la création, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université Paul Valéry Montpellier III (UPV) ont souhaité s'associer afin de développer les liens de partenariat, déjà nombreux, qui les unissent. Un accord-cadre triennal, auquel prend également part la Ville de Montpellier, a été établi en ce sens : il définit les principales orientations de ce partenariat, et prévoit leur déclinaison par le biais de conventions d'application qui précisent les modalités de coopération autour de projets communs.

L'objectif de la présente convention est d'établir le mode de fonctionnement du dispositif « Orchestre CRR-UPV », dans le cadre d'un partenariat élargi incluant également l'Opéra Orchestre National de Montpellier (OONM) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC).

Cette convention a en effet pour dessein de prolonger et d'actualiser ce dispositif de partenariat artistique et pédagogique, orchestre commun aux étudiants du Conservatoire à rayonnement régional (CRR) et de l'Université, dont la conclusion avait été approuvée par délibération n°6808 du 16 décembre 2005 puis n°11997 en date du 27 novembre 2013.

Ce dispositif est né de la volonté d'associer des partenaires culturels forts autour d'un projet pédagogique ayant une double vocation pour les étudiants : la formation à la pratique de l'orchestre, dans le cadre de la consolidation de leur cursus de musique au sein de l'Université ou du Conservatoire, et l'implication dans une réalisation artistique en tant qu'interprètes, avec comme aboutissement la rencontre avec les publics.

L'orchestre bénéficie d'un partenariat avec la DRAC depuis sa création, permettant notamment l'intervention d'un chef d'orchestre associé, de musiciens et de chanteurs professionnels. L'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie s'associe également au dispositif dans une collaboration éducative qui prévoit l'accueil en stage ou la participation d'élèves à des concerts leur permettant de jouer en son sein, afin de les accompagner dans leurs premiers pas en tant que musiciens professionnels.

Il est donc proposé d'actualiser la convention qui précise les modalités de renouvellement de ce partenariat. Cette convention fixe la mise en œuvre générale du projet par les partenaires artistiques et pédagogiques, privilégiant en cela un encadrement pédagogique étendu. D'une part, elle règle le fonctionnement de l'Orchestre CRR-UPV ainsi que le recrutement de ses musiciens et d'autre part, les engagements des partenaires institutionnels notamment en matière de mise à disposition des équipes techniques, des encadrants et des professeurs.

La durée de cette convention est de trois ans, renouvelable par reconduction expresse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles, l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. BARRAL, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme S. KERANGUEVEN, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. B. TRAVIER.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es) :

M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J. DOMERGUE



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE



**SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DAÑAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es) :

M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J. DOMERGUE



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE

Plus qu'un recueil exhaustif des potentiels de chaque institution qui pourraient hypothétiquement être reliés entre eux, cet accord cadre est un vecteur de vision, de mobilisation et de planification stratégique sur des sujets d'intérêt commun aux trois institutions.

L'accord cadre ainsi proposé sera décliné en conventions d'application qui donneront plus précisément les éléments des partenariats à intervenir, ainsi que leur budget prévisionnel.

Cet accord cadre court sur une période allant de sa date de signature jusqu'au 31 juillet 2020, de manière à couvrir trois années universitaires. Il sera conduit par un comité de pilotage comprenant des représentants des trois institutions, assisté par un comité de suivi composé notamment des différents chefs de projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'accord-cadre avec la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier 3 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le présent accord cadre ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. G. BARRAL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1148071-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET LE MUSÉE DES CIVILISATIONS EUROPÉENNES ET MÉDITERRANÉENNES (MUCÉM) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La convention proposée à l'approbation du Conseil de Métropole vient consacrer un partenariat qui prend son origine historique dans le traitement du transfert de la collection de l'ancien musée d'Histoire de France et d'Algérie vers les collections du Mucem, musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, établissement public national installé à Marseille.

Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu pour ce mouvement d'œuvres l'approbation du Ministère de la Culture et de la Communication fin 2015.

Montpellier Méditerranée Métropole et le Mucem, musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, souhaitent, sur cette base et en raison de l'attachement méditerranéen qui les rapproche, nouer des partenariats les plus larges possible dans le domaine culturel, tant dans leurs compétences complémentaires que pour leurs publics respectifs. Ces échanges sur des registres divers ont vocation à contribuer et enrichir l'inscription culturelle de la Métropole dans les cités du pourtour méditerranéen, tout en développant les liens entre ses institutions culturelles patrimoniales et le Mucem.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole et le Mucem proposent d'organiser à travers cette convention les liens d'ores et déjà établis par le dépôt de la collection des œuvres de l'ancien musée consacré aux relations entre la France et l'Algérie en structurant leurs intérêts communs ainsi que toute initiative éventuelle liée à la conservation et la valorisation de cette collection.

Par ailleurs, cette convention permet l'établissement progressif des divers partenariats à venir entre les diverses institutions culturelles de la Métropole et le Mucem, et plus généralement sur tout projet à perspective méditerranéenne pour lequel les deux entités auraient vocation et intérêt à se rejoindre. La convention proposée se traduit essentiellement par des échanges d'ordre intellectuel et scientifique, ainsi que des échanges en termes de savoir-faire et de compétences professionnelles liées à la gestion et la valorisation d'un patrimoine, l'élargissement des publics, et leur circulation entre les institutions culturelles marseillaise et montpelliéraine ainsi que la mise en relation entre les sociétés des amis des différents musées.

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de sa signature, elle pourra ensuite être prorogée de la même durée par reconduction expresse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le MUée des Civilisations Européennes et Méditerranéennes,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat avec le MUée des Civilisations Européennes et Méditerranéennes, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1149071-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es) :

M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J. DOMERGUE



des technologies spatiales, de leur complémentarité avec d'autres technologies terrestres ou maritimes, et de leur usage dans l'action publique ou le secteur économique ;  
-peut apporter aux institutions publiques son expertise dans le domaine spatial.

InSpace vise à contribuer au rayonnement et au développement économique, liés aux applications spatiales aux niveaux régional, national, européen et international. Il agit en faveur du développement d'activités au service des nouveaux besoins sociétaux, et en particulier ceux des territoires français.

InSpace a ainsi pour objet :

- de promouvoir, dans l'intérêt public, le développement et l'usage des applications spatiales afin de soutenir à la fois la demande des utilisateurs finaux (collectivités territoriales en particulier) et l'offre de solutions de produits et services à l'utilisateur (entreprises),
- d'organiser le déploiement opérationnel d'applications spatiales sur les territoires,
- d'accompagner et d'assister les acheteurs publics ou privés dans la définition de leurs besoins et dans leurs achats sur le marché des applications spatiales,
- d'élaborer et de gérer un catalogue central de l'offre applicative,
- de sensibiliser et de former les prescripteurs et les utilisateurs aux applications spatiales,
- d'établir des partenariats régionaux, nationaux, européens et internationaux, et de favoriser les échanges avec l'étranger dans le cadre d'actions collectives à l'export,
- d'organiser le partenariat technologique, commercial et financier nécessaire à son action.

Le CNES et InSpace travaillent de concert au développement des solutions spatiales à destination des collectivités territoriales et de leurs citoyens ; lesquelles solutions spatiales, à base de données d'observation de la Terre, de signaux de géolocalisation et de capacités de communication, s'intègrent parfaitement avec les solutions numériques mises en œuvre dans le cadre de la Cité Intelligente.

Par ailleurs, le CNES et InSpace réunissent un ensemble d'acteurs privés et institutionnels volontaires et motivés pour démontrer la plus-value sociétale et économique des solutions spatiales et les déployer auprès des collectivités territoriales.

La Métropole, le CNES et InSpace ont la volonté de coopérer pour démontrer et mettre en œuvre les solutions spatiales dans le cadre de la Cité Intelligente, en particulier autour des problématiques d'aménagement et de gestion urbains, de changement climatique, d'agriculture, de mobilité et de transport, et de la gestion des ressources naturelles ou artificielles. C'est l'objet de la présente convention-cadre de collaboration.

INSPEACE et le CNES proposent donc à la Métropole d'utiliser des images provenant des technologies spatiales pour le suivi de ses politiques publiques. Le fait de disposer sur le territoire métropolitain, d'images en haute résolution (50 cm) avec une mise à jour à haute fréquence (au moins tous les 2 mois) avec détection automatique de certaines évolutions importantes est très innovant et constituera un référentiel essentiel d'un observatoire territorial et de la ville connectée. Les cas d'application sont très larges pour une Métropole couvrant de vastes compétences (aménagement du territoire, droit du sol, fiscalité, respect de l'environnement, suivi de chantier...).

La Métropole disposera rapidement d'images très haute résolution (THR) à haute fréquence. L'analyse visuelle de ces images par les services de la Métropole assistée d'applications (brique logicielle et algorithmes existants à adapter suivant les problématiques) permettra d'identifier les potentialités d'informations qu'elles recèlent. INSPEACE et le CNES pourront mettre à disposition ces applications dans ce cadre. Cette prise en compte s'applique aussi bien aux images 2D qu'aux images 3D. Les directions « métiers » de la Métropole seront régulièrement impliquées dans ces tests et les résultats seront communiqués aux partenaires de la présente convention

Dans un second temps et avec l'accord de l'ensemble des parties, la présente convention-cadre pourra être étendue à d'autres partenaires stratégiques ayant une expertise reconnue sur les sujets abordés. Ainsi, il est envisagé d'intégrer différents acteurs de la Maison de la Télédétection située à Montpellier et du projet EQUIPEX GEOSUD sur des sujets tels que l'acquisition, l'archivage et le traitement d'images satellitaires aux services des diverses thématiques citées dans cette convention. Les modalités de l'intégration et le périmètre d'intervention de ces nouveaux partenaires seront à préciser ultérieurement lors de l'avancement des projets thématiques et de la recherche de solutions techniques aux besoins exprimés.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE

Dédiés à l'analyse scientifique des technologies et des usages de demain, des capteurs et des outils de mesure placés dans l'appartement permettront à une équipe projet pluridisciplinaire et d'entreprises innovantes ainsi que les parties prenantes de la ville, promoteur et collectivité, de collecter des données et de les analyser afin de mieux concevoir l'appartement du futur.

Les questions touchant au corps humain pris en tant que tel, dans ses prolongements technologiques et en interaction avec eux, ainsi qu'aux modes de vie de chacun seront abordées.

En outre, le projet HUT répond à un objectif de développement économique. Les acteurs de l'innovation - fabricants de logiciels, de matériels électriques, opérateurs de télécommunication, fabricants de produits électroménagers, prestataires de services de santé ou énergétiques, etc. - souhaitent pouvoir développer les produits et services basés sur l'information générée et captée. En effet, il n'est pas possible aujourd'hui pour les entreprises de tester leurs produits et services sur une longue période, dans un environnement « réel », conforme à ses usages et monitorer de façon automatique et multiparamétrique. HUT permettra ces tests sur une longue durée (jusqu'à 3 ans) avec différents usagers.

De surcroît, la diversité du consortium HUT permettra d'offrir des expertises des usages en lien avec l'état de l'art des chercheurs en électronique, sciences du mouvement, sociologie, droit, marketing, informatique, BigData... Les entreprises pourront alors bénéficier d'analyses de ces experts et/ou d'achat de données concernant leurs produits afin de les perfectionner.

Le projet HUT fédérateur de PME/PMI, de Laboratoires de recherche et de Collectivités Territoriales porte en lui une véritable usine/pépinière de création d'activités économiques, liés aux usages nouveaux que le locataire du futur et l'appartement du futur vont exprimer conjointement et ce, au sein de la cité intelligente. Ainsi l'acquisition de données, le traitement et la visualisation de données numériques, apparaissent comme une brique complémentaire et indispensable aux études, analyses et synthèses des Sciences Humaines & Sociales, seules capables d'exprimer les contours de nos Sociétés de demain.

Plus fondamentalement, c'est l'intelligence du mode de vie connecté, ce qu'il projette pour l'avenir de tendances culturelles, sociales et psychologiques, dans ses mutations comme dans ses limites, que vise la démarche.

Au plan juridique, les questions relatives aux enjeux du logement intelligent (et donc de l'intimité), du statut pour les données qu'il génère ou bien encore la manière de les centraliser et en sécuriser l'accès seront traitées.

Un premier appartement témoin modulable à volonté servira pour l'expérimentation aux heures ouvrables des matériels qui équiperont l'appartement observatoire. Cet appartement témoin et ses occupants seraient équipés d'instruments/capteurs susceptibles de nourrir les « observateurs » d'informations diverses (équipes scientifiques, industriels souhaitant éprouver leurs produits dans des conditions réelles, partenaires souhaitant mettre en place de nouveaux systèmes d'information, etc.). La Maison des Sciences de l'Homme sur le site Saint Charles de l'université Paul Valéry accueillera l'Open space, lieu d'échange entre toutes les équipes de recherche et les partenaires du projet.

Dans le même temps sera mis à disposition par le promoteur Nexity, un second appartement, habité dans des conditions réelles par un couple de volontaires, équipé de multiples capteurs et systèmes ou appareils connectés et reliés à un système d'analyse intelligent.

Ces deux plateformes d'innovation permettront des tests de faisabilité, des preuves de concept, que ce soit sur les objets intelligents, les accès à l'appartement par les « observateurs », les équipements à modifier ou apporter, les conditions de protection de l'intimité, etc.

Enfin, pour des raisons scientifiques et pédagogiques, les étudiants participeront activement à cette aventure scientifique dans un souci constant de pluridisciplinarité et de formation. L'université de Montpellier et l'université Paul Valéry ont d'ores et déjà réalisé une enquête auprès de l'ensemble des étudiants afin de comprendre comment les objets connectés s'intègrent dans leur vie et dans leur habitat. Des ateliers seront également organisés avec les étudiants autour des thématiques générales telles que :

- le bien vivre dans le logement,
- la détermination des informations personnelles à protéger dans un appartement connecté,
- l'aménagement de l'appartement type HUT,
- les conditions de l'expérimentation.

Des thèses sur les thématiques du Big data, de l'aménagement intérieur de l'appartement, de la communication entre les objets et les personnes, l'analyse des mouvements dans l'appartement, l'innovation juridique dans un contexte de l'internet des objets seront programmées.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE

- les besoins d'accompagnement lors des parcours de soins,
- penser la prévention santé et la participation de chacun à consolider son « capital santé »,
- les besoins spécifiques par tranche d'âge (Quid des <15ans, quid des 15-25ans, quid des 25-55ans, quid des >55ans) quel que soit leur état de santé,
- l'amélioration sociale via la création de nouveaux liens intergénérationnels Perspective -améliorer le bien vivre dans son écosystème de proximité.

L'objectif est de co-concevoir, déployer et valider des solutions et services permettant d'accompagner les seniors à leurs domiciles. L'idée est également d'allonger la durée de maintien au domicile pour les seniors présentant une légère dépendance et de les aider à garder une vie normale (activités quotidiennes, sortir, marcher, faire du shopping), tout en conservant un lien social et de proximité avec leur écosystème propre dans la Métropole.

Ce projet concernera majoritairement sur les seniors. En effet, ce projet, qui mobilise des acteurs de la filière santé locale est en premier lieu au service des citoyens, dont une plus grande partie sera encore plus âgée dans les années qui viennent. Son objectif est de trouver les moyens d'aider ces personnes à poursuivre leur vie dans leur environnement actuel, à mieux se déplacer en ville, à leur apporter des bouquets de services adaptés et un environnement amélioré qui leur permettront de « mieux vivre ».

Ce projet permet de fédérer des acteurs de la filière « santé » en particulier la Chaire E-santé autour d'un objectif commun, en tirant parti des données du territoire issues en particulier de la démarche « Cité Intelligente », et de nouvelles données de « bien vivre » issues des différentes étapes de l'enquête citoyenne. Les leçons tirées de ce projet permettront à Montpellier Méditerranée Métropole de mieux penser l'usage actuel des infrastructures et services et anticiper leurs évolutions, et de contribuer à apporter de nouveaux usages aux seniors ; usages éventuellement élargis à d'autres cibles.

In fine, ce sont les seniors et leur entourage qui profiteront majoritairement de ces travaux au travers de services innovants ou améliorés, d'un territoire mieux adapté à leurs besoins, d'une meilleure compréhension de leur « Capital Santé » et des mécanismes conduisant à sa dégradation.

Le projet s'attachera donc à mettre l'intégralité des résultats des différentes phases de l'enquête publique à disposition des laboratoires impliqués et des entreprises de la filière santé (PME et Start-up), afin de leur permettre de concevoir et tester de nouveaux usages et services adaptables et personnalisables en fonction des besoins spécifiques identifiés auprès de la population-cible. Cette information permettra également aux laboratoires impliqués de mener des études concernant le comportement des personnes et l'impact de ce comportement sur leur santé en général et leur risque d'une dépendance en particulier. Cette information pourra enfin être utilisée par les services de la Métropole (notamment les services de l'urbanisme) pour adapter les infrastructures à la population ciblée.

Les verrous à lever dans le cadre de ce Projet de Recherche industrielle sont de plusieurs ordres :

- comportementaux : la participation active des citoyens au projet – et par là-même l'acceptabilité des services qui en découleront – est essentielle, et représente l'un des verrous majeurs,
- fonctionnels : définir la qualité et la nature des données à collecter, les indicateurs pertinents par rapport aux problématiques envisagées au niveau individuel, au niveau d'un groupe pilote et du territoire, et résoudre les questions liées à la confidentialité et aux limites d'utilisation des données collectées,
- technologiques : tester les différentes combinaisons de solutions connectées, afin de retenir les combinaisons les plus pertinentes (coût, efficacité, pertinence, acceptabilité, fiabilité...),
- économiques : compréhension du modèle économique pour la généralisation au territoire des services développés, identification et association des acteurs pertinents sur le territoire au Projet de Recherche industrielle, afin de concevoir de nouveaux produits ou services innovants à destination des seniors.

Ce projet prévu sur une durée de 26 mois est un projet collaboratif de recherche industrielle, avec un chef de file, l'entreprise Kyomed. Dans le cas où l'intégration de partenaires tels que la Chaire E-santé présenterait un intérêt pour le projet, un accord de consortium pourra être élaboré.

Les co-financeurs de ce projet de recherche industrielle sont le Fonds Ville de demain (géré par la Caisse des Dépôts et Consignations), la Région Occitanie dans le cadre du Contrat de Plan Etat



**SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.**

**Excusé(es):**

**M. G. LANNELONGUE**

**Absent(es):**

**M. J. DOMERGUE**

- le séminaire Game Industry posera la question du rôle et de l'impact des nouvelles technologies (5G, Intelligence Artificielle, Réalité Virtuelle) sur l'industrie des jeux vidéo,
- le séminaire Digital Content évoquera la course aux contenus et la spirale qu'elle engendre et amorcera la question de l'investissement dans l'expérience utilisateur.

Considérant l'intérêt de ces projets proposés par l'IDATE qui s'inscrivent pleinement dans la stratégie métropolitaine visant à renforcer le positionnement de territoire clé du secteur des ICC, il est proposé d'attribuer une subvention de 25 000 € visant à soutenir l'organisation de ces deux séminaires Game Industry et Digital Content, où sont attendues des personnalités prestigieuses et de renommée internationale dans le secteur ICC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Idate d'une subvention de 25 000 euros pour le soutien à l'organisation des séminaires Game Industry et Digital Content du Digiworld Summit,
- approuver la convention d'attribution de subvention annexée à la présente délibération,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme C. MARION.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1147895-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT 2017 ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET L'ASSOCIATION "GROUPE SUP DE CO MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL " - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de sa compétence en matière de développement économique, élabore et met en œuvre des politiques publiques destinées à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, soutenir la création d'entreprises, l'innovation, l'implantation des entreprises.

Un des objectifs dans ce cadre est de favoriser les synergies entre les entreprises et l'ensemble des acteurs de la sphère économique, notamment par le soutien à l'enseignement supérieur et la recherche.

Montpellier Méditerranée Métropole soutient également des actions visant à faciliter l'accès à l'emploi des jeunes et des publics éloignés de l'emploi, au titre de ses compétences en matière d'insertion par l'économique et la Politique de la Ville.

A ce titre, l'un des objectifs est de mobiliser les acteurs économiques afin de les impliquer dans les projets d'insertion, de rapprocher les activités économiques des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, de valoriser les talents ou de promouvoir l'entrepreneuriat.

Le « Groupe Sup de Co Montpellier Business School », sous statut associatif, comprend un centre de recherche, le Centre d'Études et de Recherche sur les Organisations et le Management (CEROM) et regroupe trois grands programmes :

- ✓ **Le programme Bachelor**, anciennement dénommé "École Internationale de Montpellier (EIM)" permet à ses étudiants d'obtenir un triple diplôme de niveau Undergraduate (Bachelor / Licence).
- ✓ **L'École Supérieure de Commerce de Montpellier** est le programme historique du groupe Sup de Co Montpellier Business School. Elle forme des Managers en 4 ou 3 années selon le recrutement.
- ✓ **Le Groupe Sup de Co Montpellier propose également un Executive MBA**, accrédité par l'AMBA, programme pour professionnels expérimentés suivi en part time, en 1 an ou 2 ans. Ses positionnements sont l'innovation managériale et une ouverture sur les marchés de la Méditerranée.

Le groupe Sup de Co Montpellier Business School est le premier centre de recherche en management en France par sa taille et le seul Labex en entrepreneuriat en France.

A l'international, le groupe est partenaire de 150 universités étrangères réparties dans 37 pays et les diplômés proviennent de 68 pays.

Dans le domaine de la professionnalisation, le groupe propose notamment 50 spécialisations professionnelles sur le site Montpelliérain et un Club des partenaires Entreprises engage plus de 30 grandes entreprises nationales et internationales.

Aussi, le groupe est largement reconnu nationalement et internationalement : 68ème Business School européenne par le Financial Times en 2015, 8ème Master national dans Challenges en décembre 2015, 2ème Grande Ecole de Management pour l'Insertion professionnelle en France, 41ème Master in Management dans le monde par le Financial Times en 2015,

Le Groupe Sup de Co Montpellier Business School mène aussi une politique active en matière de promotion de la diversité et de responsabilité sociale et environnementale comme par exemple une politique d'égalité des chances pour les étudiants, des aides aux étudiants en situation de handicap, des bourses d'excellence ou la promotion de l'apprentissage.

Délibération n° 14903

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le versement d'une subvention de 100 000 euros à l'Association "Groupe Sup de Co Montpellier Business School" au titre de l'exercice 2017,
- approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association "Groupe Sup de Co Montpellier Business School",
- dire que les crédits correspondants à la dépense sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. M. LEVITA, Mme C. MARION.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1148241-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL -  
RÉCEPTION D'UNE DÉLÉGATION DE LA PROVINCE DE KALOUGA DU 3 AU 8  
OCTOBRE 2017 - ACCORD DE COOPÉRATION AVEC LA PROVINCE DE KALOUGA  
(RUSSIE) - AUTORISATION DE SIGNATURE ET DE PRISE EN CHARGE**

M. G. PASTOR, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. A cet effet, elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine (Shanghai, Chengdu, Beijing), aux États-Unis (Austin, Orlando et le New Jersey), en Russie (Obninsk) et au Canada (Québec et Sherbrooke)... Elle est, en outre, active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Depuis 2010 plusieurs missions en Russie et réceptions de délégations russes ont été organisées. Les rencontres effectuées au cours de ces missions ont permis de valider la pertinence d'un déploiement du réseau d'entreprises de Métropole vis-à-vis de la Russie et nos partenaires Russes ont pu apprécier le potentiel de notre territoire.

Une mission a été organisée début février 2017, en Russie et plus précisément, à Obninsk et Kalouga.

Lors de ce déplacement, les bases d'un nouvel accord de coopération élargie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région de Kalouga ont été posées.

Comme cela a été le cas pour l'élaboration des relations avec Palerme, il est désormais envisagé de conforter les échanges internationaux réciproques en y associant, lorsque cela est opportun, la Ville de Montpellier et la Métropole. A cette fin, la Ville de Montpellier est devenue signataire de l'accord engagé par Montpellier Méditerranée Métropole avec la Ville d'Obninsk.

Désormais il convient de finaliser les termes de l'accord de coopération élargi, pour procéder ensuite à sa signature. A cet effet, une délégation de la Province de Kalouga conduite par Monsieur Anatoly Dmitrievitch Artamonov, Gouverneur de l'oblast de Kalouga se rendra à Montpellier du 3 au 8 octobre 2017.

La région de Kalouga est actuellement une des régions les plus dynamiques dans la Fédération de Russie, elle est classée 6<sup>ème</sup> parmi les 14 régions Russes labellisées « Régions innovantes » et la première en terme d'investissements étrangers. En peu de temps, elle a réussi à attirer de nombreux investisseurs directs étrangers (Samsung, Nestlé, Volvo, Volkswagen, Mitsubishi...) y compris français (Peugeot-Citroën, Renault, Lafarge, L'Oréal...). Elle compte 1 100 000 habitants.

Dans le cadre de cet accueil, plusieurs temps forts institutionnels et économiques sont prévus : signature de l'accord, attractivité économique de la Métropole (Smart City, Capital Santé, French Tech, BIC...), rencontres avec des entrepreneurs intéressés par le marché russe, mais aussi un temps dédié à l'inauguration de la statue de Youri Gagarine. A cet effet Montpellier Méditerranée Métropole se propose d'inviter des personnalités russes en lien avec cet événement.

Le coût pour l'invitation des trois personnalités extérieures (avion, hôtels, repas, frais de visas...) est estimé, sur la base des frais réels à 8 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'accord de coopération étendu entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Province (Région) de Kalouga - Russie,
- approuver la prise en charge des frais d'invitation des personnalités extérieures sur la base des frais réels,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es) :

M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J. DOMERGUE



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE

Pour cette mission, au-delà des aspects habituels développement économique – innovation, il est proposé de porter un focus particulier sur le domaine du tourisme ainsi qu'un point important sur la viticulture. Durant ce déplacement, plusieurs temps forts seront organisés :

- Participation au congrès EUPIC (15 pays représentés, 5 000 participants) :
  - stand de Montpellier Méditerranée Métropole,
  - session de travail « comment appréhender le marché chinois »,
  - rendez-vous B to B pendant trois journées pour les entreprises et acteurs du développement économique de la Métropole,
  - interventions lors des conférences plénières.
- Soirées et actions dédiées à la promotion des vins et du tourisme en partenariat avec la maison de Montpellier et l'Office du Tourisme métropolitain,
- Plusieurs rencontres acheteurs/producteurs de vins seront organisées,
- Rencontres institutionnelles avec la Mairie de Chengdu, le Gouverneur de la Province du Sichuan, le Consulat général de France...
- Rencontres techniques avec des universités, des hôpitaux, le projet franco-chinois de smart city-urbanisme, des entreprises chinoises...

Il est proposé que les aspects logistiques (transports, hôtels, restauration, frais de visa, mise en place de rendez-vous B to B, inscriptions aux congrès, stand etc.) et l'organisation de la mission soient pris en charge en partie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 50 000 € TTC, dont environ 3 500 € TTC par participant, soit 21 000 € TTC, pour l'ensemble des 6 entreprises et acteurs du développement économique. Une participation financière forfaitaire sera demandée à chacun, à hauteur de 1 000 € TTC par entreprise. La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

Le reste du montant prévisionnel, soit environ 29 000 € TTC est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : stands, actions de promotion touristique, transport interne de la délégation, mise en place de rencontres B to B, inscriptions au congrès, frais de visas...ainsi qu'aux frais de déplacement : de l' élu (e) et techniciens de Montpellier Méditerranée Métropole, du journaliste, des trois acteurs maximum de la filière viticole et des 3 acteurs institutionnels (CHU, université...)

Compte tenu de l'importance de l'événement, pour des raisons de logistique, EUPIC a mis en place des réservations de chambres d'hôtel et de vols intérieurs à des tarifs préférentiels. Dans ce cadre, les frais d'hébergement et des vols intérieurs de la mission pourront être facturés directement par EUPIC à Montpellier Méditerranée Métropole. Une convention précisant les termes de cette facturation sera mise en place si le besoin en était avéré.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires en Chine à Chengdu, Mianyang et Qingdao du 22 octobre au 1 novembre 2017,
- approuver la participation de 6 entreprises et acteurs du développement économique,
- approuver la participation et la prise en charge au maximum de 3 acteurs fédérateurs de la filière viticole,
- approuver la participation et la prise en charge d'un journaliste,
- approuver la participation et la prise en charge de 3 acteurs institutionnels,
- approuver le tarif applicable aux entreprises et aux acteurs du développement économique,
- approuver la participation d'un élu (e) et de trois techniciens (nes) à la mission,
- approuver le coût de la mission estimée à 50 000 € TTC,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU  
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - 4ÈME MODIFICATION DU PLU - APPROBATION - CRÉATION DU PÉRIMÈTRE DÉLIMITÉ DES ABORDS "PONT DE LA MOSSON" - ACCORD**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite de la sollicitation de la Commune de Saint Jean de Védas, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a prescrit l'engagement de la modification n°4 du PLU de la Commune de Saint Jean de Védas par arrêté n° A2016-382 en date du 5 janvier 2017.

Le dossier de modification n°4 porte sur les points suivants :

1. La définition de règles morphologiques dans les espaces résidentiels pour une densification respectueuse des qualités paysagères et architecturales du cadre de vie,
2. La création d'un Périmètre d'Attente d'un Projet d'Aménagement global au sens de l'article L151-41 5° du code de l'urbanisme,
3. La création d'un Emplacement Réservé pour l'aménagement du bassin de rétention des Roudères,
4. La précision des modalités de réalisation des places de stationnement dans les zones 1U et dans les 2U et 2AU,
5. L'actualisation du règlement et du zonage pour prendre en compte :
  - Les évolutions du cadre législatif,
  - Les évolutions du cadre institutionnel,
  - La rectification d'erreurs matérielles.
  - L'abrogation des arrêtés de Déclaration d'Utilité Publique du captage de Maurin.

Parallèlement à la modification n°4 du PLU et conformément à l'article L 621-31 du Code du Patrimoine, l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP), représentée par l'Architecte des Bâtiments de France a souhaité, après avis de la Commune, modifier les périmètres de protection autour du Pont de la Mosson.

**1/ Modification de fond et de forme :**

**Point n°1 articles 9, 10 et 13 du règlement des zones 2U et 2AU et plan de zonage:**

La modification n°4 a pour objet de définir un cadre réglementaire pour une densification «choisie» dans les zones 2U et 2AU, permettant l'équilibre entre les exigences de renouvellement urbain et la nécessité de préserver la qualité du cadre de vie paysager :

- délimiter des sous-secteurs indicés « v » sur les deux quartiers à haute qualité paysagère les plus sensibles (Saint-Jean-le-Sec et La Fermaude), en définissant des règles d'emprise au sol et un coefficient de pleine terre déterminés à l'issue de l'analyse paysagère, pour une densification respectueuse des grandes qualités paysagères de ces quartiers,
- définir dans les autres quartiers relevant des zones 2U et 2AU, un coefficient d'emprise au sol et un coefficient de pleine terre déterminés à l'issue de l'analyse paysagère, pour une densification « au fil de l'eau » adaptée aux caractéristiques morphologiques de ces quartiers,
- instituer des Espaces Boisés Classés (EBC) au titre de l'article L113-1 du Code de l'urbanisme sur les structures paysagères les plus remarquables identifiées lors de l'analyse paysagère, afin de les « sacraliser » et d'assurer leur pérennité au gré des évolutions du tissu urbain,
- identifier l'olivette de Saint-Jean-le-Sec, élément paysager ponctuel nécessitant un outil de protection mieux adapté à son usage, en élément du paysage à protéger au titre de l'article L151-19 du Code de l'urbanisme
- rectifier l'erreur matérielle concernant l'omission de la règle de hauteur maximale en secteurs 2U,



- **Des évolutions réglementaires :**

- nombreuses observations sur la distinction des sous-secteurs : affectation différente des coefficients d'emprise au sol et des coefficients d'espaces libres suivant les sous-secteurs dans le quartier de la Fermaude,
- précisions demandées dans le règlement d'une hauteur limitée à R+1 maximum dans les zones concernées par la modification (2U et 2AU),
- demande d'étendre le Périmètre d'Attente pour Projet d'Aménagement,
- demande de précisions sur l'emprise du bassin de rétention et son impact sur la copropriété des Roudères.

- **Des remarques sans rapport direct avec les documents soumis à l'enquête publique :**

- demande d'évolution d'une zone Naturelle, de la réduction d'un EBC et d'une adaptation du zonage du PPRI,
- demande d'évolution de la zone 1AU à rattacher à la zone 4AUa,
- demande d'une correction du plan cadastral,
- demande une adaptation du tracé de la ligne 2 de tramway,
- suggestion sur la localisation d'un parking en silo sur le futur Projet d'Echange Multimodal proche de la station de tramway Victoire 2,
- demande d'intégration d'une limitation des puissances des émissions électromagnétiques des antennes relais dans les articles 5 du règlement modifié,
- demande de reclassement futur de la zone 1AU (ex-ZAD) en zone Naturelle et/ou Agricole.

- **Des remarques concernant la forme du document :**

- Demande de rectification d'erreurs matérielles sur le plan de zonage

Il est précisé qu'une seule personne est venue se renseigner sur le Périmètre de Protection du Pont de la Mosson, qui n'a pas donné lieu à des remarques.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire Enquêteur.

L'une de ces observations a pour objet la définition des coefficients d'emprise au sol et des coefficients d'espaces libres sur le secteur de la Fermaude. Plusieurs riverains de ce quartier s'inquiètent de la distinction de deux sous-secteurs : 2AU et 2AU-v, qui règlent de façon différente les emprises au sol et les espaces libres. Craignant que leur cadre de vie pâtisse de cette réglementation, ils demandent à ce que soit revu ces coefficients. Ils demandent également de préciser la hauteur maximum à R+1 sur l'ensemble du secteur telle que définie dans la notice explicative mais non précisée dans le règlement. Considérant le fait que l'étude paysagère et l'analyse typo-morphologique menée sur ce quartier a permis de distinguer deux sous-secteurs, Montpellier Méditerranée Métropole en collaboration avec la Commune de Saint Jean de Védas propose une réadaptation de ce coefficient dans la mesure où elle n'entraîne pas de modifications substantielles du projet soumis à enquête. Un coefficient d'emprise à 20% permettrait une densification maîtrisée.

Sur l'observation relative à la hauteur, Montpellier Méditerranée Métropole, en collaboration avec la Commune de saint Jean de Védas, envisage l'adaptation dans le corps du règlement des zones concernées par la modification le nombre de maximum à R+1 maximum (erreur matérielle entre notice explicative et règlement).

S'agissant de la définition des coefficients d'espaces libres, l'ensemble des secteurs concernés bénéficient de la même définition. Seule la spécificité de la part des espaces en pleine terre diffère, conformément aux caractéristiques particulières des deux tissus. Montpellier Méditerranée Métropole en collaboration avec la Commune de Saint Jean de Védas, n'envisage pas au vu de l'absence d'opposition du commissaire enquêteur de faire évoluer ces dispositions. L'évolution du CES permettant de répondre aux préoccupations exprimées lors de l'enquête publique.

Concernant la remarque relative à l'élargissement du Périmètre d'Attente pour Projet d'Aménagement aux zones 1Ua, 1Uba et 1Uc, celle-ci n'a pas été prise en compte. En effet, cette évolution ne se

Délibération n° 14861

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 10/10/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : **10/10/2017**  
Numéro de l'acte :

Fait à Montpellier, le 09/10/2017  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE JUVIGNAC - MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la demande de la Commune de Juvignac, Monsieur le Président de la Métropole a engagé, par arrêté n°A 2017-89 en date du 10 mai 2017, la procédure de modification simplifiée n°2 du PLU de la Commune de Juvignac, considérant la nécessité de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU (Plan Local d'Urbanisme), afin de permettre notamment la réalisation d'un programme de logements locatifs sociaux et d'un équipement d'intérêt collectif sur le secteur dit « Carrières de l'Hort ».

L'objet de cette modification simplifiée est ainsi de permettre l'implantation sur le territoire de la Commune de Juvignac d'environ 40 logements locatifs sociaux et d'une crèche privée de 28 berceaux environ.

L'évolution du PLU consiste, en application de l'article L.153-41 du Code de l'urbanisme, à étendre à l'assiette du projet, un zonage proche en 1AU2 (zone d'urbanisation future à vocation d'habitat), à la place des règles actuelles, à vocation de développement économique ne permettant pas la réalisation du programme envisagé.

Conformément à l'article L 143-45 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition du dossier au public ont été précisées par délibération du Conseil de Métropole en date du 17 mai 2017 et portées à la connaissance du public le 16 juin 2017, soit plus de 8 jours avant le début de la mise à disposition, par publication dans un journal diffusé dans le département, par publication sur les sites internet de la Commune et de la Métropole, par affichage en Mairie ainsi qu'au siège de la Métropole.

Par délibération en date du 29 mai 2017, conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal de la Commune de Juvignac a émis un avis favorable sur le projet de modification, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux personnes publiques associées.

La notification du projet aux personnes associées s'est faite par courrier du 7 juin 2017. La Chambre du Commerce et de l'Industrie (CCI) de l'Hérault a répondu par courrier du 7 juillet 2017 en faisant état d'observations favorables au développement de la Commune et ne formulant pas de remarques particulières. La Préfecture de l'Hérault par courrier du 20 juillet 2017 a fait connaître une lettre d'observations. Celles-ci invitent à veiller à la qualité du projet tant dans son aspect architectural que son insertion au regard des nuisances sonores, des déplacements, et du contexte urbain.

Un travail sera mené sur l'insertion urbaine du projet et ce dans le cadre du traitement de l'entrée de ville de la Commune et donc la requalification urbaine de ce secteur.

Les services de l'Etat rappellent que le classement sonore des voies a été modifié par arrêté préfectoral du 21 mai 2014. La RN109 est classée en catégorie 2 : une bande de bruit de 250 mètres de part et d'autre de l'axe de la voie doit être matérialisée sur le plan de l'annexe « bruit » et non une bande de 100 mètres telles qu'elle figure actuellement. Aussi la notice du projet de modification a été adaptée pour tenir compte de ces éléments.

La Commune travaille parallèlement avec le porteur de projet afin que les nuisances sonores soient prises en compte avec des dispositions adaptées.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es) :

M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J. DOMERGUE

Délibération n° 14863

Certifié Exécutoire  
Publié le : 02/10/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 02/10/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170927-lmc1149017-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/10/2017  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –  
MODIFICATION DU PÉRIMÈTRE DÉLIMITÉ DES ABORDS (PDA) DE LA CHAPELLE  
NOTRE-DAME-DE-LA-PITIÉ - COMMUNE DE RESTINCLIÈRES - AVIS SIMPLE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Commune de Restinclières est concernée par la protection au titre des abords de la Chapelle Notre-Dame de la Pitié, classée au titre des monuments historiques par arrêté du 8 juin 1979, car cette dernière est située sur la commune limitrophe de Beaulieu, rue de la Chapelle, à moins de 500 mètres de son territoire.

En effet, pour assurer la protection et la mise en valeur de cet immeuble, il est institué un périmètre de protection de 500 mètres de rayon autour du monument, dans lequel tout immeuble nu ou bâti visible du monument protégé ou en même temps que lui, est frappé de la servitude des "abords" placée sous la surveillance de l'architecte des bâtiments de France.

Cette servitude permet de préserver le monument historique et son environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux sur les immeubles inscrits dans le périmètre de 500 mètres.

La loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres.

Dans ce contexte, conformément aux articles R.621-92 et suivants du Code du patrimoine, le service territorial de l'architecture et du patrimoine de la Direction régionale des affaires culturelles, représenté par l'Architecte des Bâtiments de France, a porté à la connaissance de la commune de Restinclières le 15 octobre 2015, une proposition de nouveau périmètre de délimité des abords autour de la Chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié. L'Architecte des Bâtiments de France, avec une analyse de terrain plus fine, propose un périmètre délimité des abords plus adapté à la réalité en terme de covisibilité.

Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du Patrimoine la commune de Restinclières, par délibération en date du 20 septembre 2017, a émis un avis favorable sur le projet de de périmètre délimité des abords.

Montpellier Méditerranée Métropole doit maintenant se prononcer sur cette proposition de périmètre, avant de soumettre le projet à enquête publique.

A l'issue d'une enquête publique unique, après avoir reçu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur, le Préfet sollicitera de nouveau Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir son accord sur le projet de périmètre délimité des abords, éventuellement modifié pour tenir compte des conclusions de cette enquête publique.

En cas d'accord, le périmètre délimité des abords sera créé par arrêté du Préfet de région, puis annexé au PLU au titre des servitudes d'utilité publique, aux conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable sur le périmètre délimité des abords de la chapelle Notre-Dame-de-la-Pitié tel qu'annexé à la présente délibération ;
- prendre acte que le projet de périmètre délimité des abords sera soumis à enquête publique conjointement à une enquête publique relative à la procédure de modification n°3 du Plan local d'urbanisme de Restinclières ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1149012-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) AVEC LA SOCIÉTÉ SCCV MEHUL 34000 - OPÉRATION SISE 2757-2805 AVENUE ETIENNE MÉHUL - COMMUNE DE MONTPELLIER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, la Métropole et la Ville de Montpellier incitent à la requalification de ses quartiers en favorisant la mixité urbaine et sociale avec la création de logements notamment sociaux. La mutation urbaine des parcelles OC 38 et OC 39 situées au 2757-2805 Avenue Etienne MEHUL, s'inscrit dans cette perspective.

Située entre la ZAC Garosud et la ZAC des Grisettes, cette parcelle d'une superficie globale d'environ 9 700 m<sup>2</sup>, proche de la ligne 2 du tramway (arrêt Sabine), fait face au quartier des Grisettes. Elle est occupée aujourd'hui par un entrepôt. Ce secteur est appelé à subir une mutation urbaine qui doit s'inscrire dans la continuité de l'opération d'ensemble. Dans ce contexte, un projet prévoyant la construction d'un ensemble immobilier est porté par la société SCCV MEHUL 34000 dont le siège social est situé à 80, place Ernest GRANIER, Immeuble Richter, 34 000 Montpellier"

Ce projet consiste en la démolition du bâti existant pour réaliser environ 184 logements (dont 44 seront affectés au logement social).

Une demande de permis de construire sera déposée dans ce but par la société SCCV MEHUL 34000.

A l'articulation entre le quartier des Grisettes et Garosud, ce projet implique cependant la requalification de l'espace public au droit de l'opération, par la réalisation des aménagements et de réseaux d'une partie de l'avenue Etienne Méhul.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par la société SCCV MEHUL 34000, les articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du Code de l'urbanisme permettent la conclusion entre les sociétés SCCV MEHUL 34000 et Montpellier Méditerranée Métropole d'un contrat de projet urbain partenarial.

L'objet de ce projet urbain partenarial est de permettre la prise en charge financière par la société SCCV MEHUL 34000 d'une partie des aménagements de voiries et de réseaux desservant l'opération, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention. Ils permettront principalement :

- de requalifier l'avenue Etienne Méhul conformément aux prescriptions des différents services de la Métropole ;
- d'aménager une partie de l'avenue Méhul (trottoirs, stationnements, plantations, éclairage public ...) et de reprendre ou de créer les réseaux nécessaires à la desserte de l'opération ;

L'aménagement de cette portion de voirie nécessite l'élargissement de l'espace public pour obtenir un profil de voirie d'environ 14,5 m. Pour ce faire, la société SCCV MEHUL 34000 rétrocédera sous la forme d'apport en nature, une bande de terrain de 4m environ au droit de l'opération, ce qui correspond à environ 320 m<sup>2</sup> de terrain et qui est valorisée à 19 200 € HT, qui seront à déduire du montant total de participation demandée.

La mise en œuvre des travaux nécessaires à cette opération a donc été chiffrée à la somme de 578 880 € HT (incluant les travaux et le foncier nécessaire à cet aménagement).

La convention de projet urbain partenarial propose donc de mettre à la charge de la société une part de ces aménagements qui s'élève à 80% du coût d'aménagement de voiries, de travaux de réseaux ainsi que 90% de reprise et de création du réseau pluvial au droit de l'opération.

Selon cette répartition, le montant mis à la charge la société SCCV MEHUL 34000 s'élève ainsi à 478 032 € HT correspondant à 82 % du coût total HT de l'opération d'aménagement dont une partie de la participation mise à la charge de SCCV MEHUL 34000 sera acquittée sous la forme d'un apport en terrain pour un montant valorisé de 19 200 € HT.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE



Au demeurant, ces conventions de PUP à passer avec La Société « GGL Aménagement » sont à articuler aussi avec les parcelles cadastrées A2299 et A2236, actuellement vierge de construction et devant également être construite, en s'appuyant en partie sur les mêmes équipements publics à réaliser que ceux nécessaires à l'opération de constructions du projet porté par la Société « GGL Aménagement » visés ci-dessus.

A ce titre, il y a lieu de délimiter par la présente délibération, un périmètre correspondant à cet ensemble, tel que défini en annexe n°1, en application des dispositions de l'article L. 332-11-3 II du code de l'urbanisme. Et ce, afin qu'à l'intérieur de ce périmètre, dénommé ici « PUP Saliniers », les propriétaires fonciers, aménageurs ou constructeurs qui se livreront à des opérations d'aménagement ou de construction, participent, dans le cadre de conventions, à la prise en charge de ces mêmes équipements publics.

Ceci nécessite également de fixer les modalités de partage des coûts des équipements publics communs. Le coût de ces différents équipements publics à réaliser et les modalités de partage de leurs coûts sont fixés en précisant que le montant de participation financière dont les opérateurs sont redevables est limitée à un coût HT.

Après identification des besoins prévisionnels des futurs habitants du secteur des Saliniers, répartis entre les futures opérations d'aménagement ou de construction, le pourcentage du coût des équipements publics mis à la charge du PUP « Les Saliniers » ainsi que ceux fixés pour chaque opération d'aménagement ou de construction incluse dans le périmètre du PUP précité est fixé dans le tableau suivant :

Dénomination de l'équipement public	% du coût à la charge des PUP	% du coût à la charge du PA34179 17 M0002	% du coût à la charge du 34179 17 M0003	% du coût à la charge des opérations de constructions sur les parcelles A2299 et A2236
Traitement de la RD27E au droit du secteur des "saliniers"	95,24%	67%	25%	8,00%
Traitement du chemin des champs des moulins au droit du secteur des "saliniers"	95,24%	10%	0%	90,00%
Extension du réseau public d'adduction électrique	60,00%	67%	25%	8,00%
Maillage AEP	95,24%	67%	25%	8,00%
Financement renforcement réservoir d'adduction en eau potable	36,68%	67%	25%	8,00%
Dévoisement du réseau public d'assainissement à l'intérieur du lotissement	95,24%	100%	0%	0,00 €
Extension de la station d'épuration des eaux usées	10,23%	67%	25%	8,00%
Traitement la RD27E au-delà du secteur des "saliniers"	20,00%	67%	25%	8,00%

- À travers la convention du PUP « PA 34179 17 M0002 », la société « GGL Aménagement », s'engage donc à verser à Montpellier Méditerranée Métropole une contribution totale égale à **736 756 €HT**.

- À travers la convention du PUP « PA 34179 17 M0003 », la société « GGL Aménagement », s'engage donc à verser à Montpellier Méditerranée Métropole une contribution totale égale à **264 610 €**.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE

d'établir une convention de reversement des produits issus de la convention de PUP à la Commune de Lattes pour les équipements relevant de sa compétence. Ainsi, au travers d'une convention de reversement, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à reverser à la Commune de Lattes, la somme de 170 664 €.

La part intercommunale de la taxe d'aménagement sera exonérée durant 10 ans sur les parcelles en question.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en place d'un projet urbain partenarial sur la parcelle DS 28, telle qu'énoncée ci-dessus et conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société URBIS REALISATON notamment le montant de la participation, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- approuver le projet de convention de reversement des produits du Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Lattes pour les équipements relevant de sa compétence ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les deux conventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1149080-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL - APPROBATION DE LA CONVENTION DE PUP AVENUE DE MIREVAL PC N° 3433717V0048 À CONCLURE AVEC MME ZININI - CONVENTION DE RÉVERSION AVEC LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

Madame ZININI a déposé un permis de construire n°3433717V0048 en date du 31 mai 2017 avenue de Mireval sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, sur la parcelle cadastrée en cours de division : AK353, d'une superficie de 430 m<sup>2</sup> sur laquelle elle envisage de réaliser une opération de construction. L'opération consiste en la création d'un seul logement avec une surface de plancher de 198 m<sup>2</sup>.

Il apparaît que l'opération, objet du Permis de Construire, se situe dans un périmètre de Projet Urbain Partenarial institué par une délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°13988 du 21 juillet 2016 qui a délimité ce périmètre de PUP et les modalités de partage des coûts des équipements qui seront mis à la charge des constructeurs concernés.

Ceux-ci concernent des équipements publics de voirie et réseaux et de bâtiments publics collectifs.

L'opération, objet du Permis de Construire, rend nécessaire un certain nombre d'équipements publics qui consistent d'une part en la réalisation d'aménagement de voirie et réseaux et d'autre part d'équipements collectifs.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président et Madame ZININI, futur constructeur, se sont entendus pour conclure ensemble une convention de projet urbain partenarial au sens de l'article L. 332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Madame ZININI s'engage, dans le cadre de la mise en œuvre des autorisations administratives nécessaires à la bonne réalisation de l'opération, à verser la fraction du coût des équipements publics nécessaires aux besoins futurs des habitants de la construction dont elle assure la maîtrise d'ouvrage.

Cette fraction étant estimée :

**Voiries et réseaux :**

- 3.057 € HT pour la réalisation d'aménagement de voirie avenue de Mireval,
- renforcement du réseau ERDF : sans participation.

**Equipements Collectifs de superstructures :**

La population amenée par l'opération projetée est évaluée à 4 habitants non sociaux dont environ 1 enfant. L'apport de population représente 0.00043% de la population de Villeneuve (9 400 habitants). Aussi, il est mis à la charge du constructeur :

- 0,0015 places de crèches dans la nouvelle structure créée dont le montant des travaux est évalué à 1.650.000€ soit 2.500 € HT à la charge du constructeur,
- création des nouvelles salles d'activités et équipements sportifs acquises au montant de 1.600.000 € représentant 681 € HT à la charge du constructeur.

En conséquence, la participation financière totale mise à la charge de Mme ZININI pour la réalisation d'équipements publics rendus nécessaires par l'opération s'élève à : 6.238 € HT à laquelle s'applique un taux de TVA de 20% soit 1.248 € de TVA



**SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.**

**Excusé(es):**

**M. G. LANNELONGUE**

**Absent(es):**

**M. J. DOMERGUE**

- Le respect des objectifs de programmation et faisabilité relatives à la parcelle TK 44 soit principalement un objectif de Surface De Plancher de 36 000 m2, un programme principalement à usage d'habitation et mixte conformément aux proportions définis dans le PLH (30 % de logement sociaux, 20 % de logements abordables et 50 % de logements libres),
- Les modalités de contribution financière aux équipements publics, s'appuyant en première approche, sur un ratio de l'ordre de 200 €/m2 de SDP à l'échelle des 36 000 m2 constructibles,
- La gouvernance du projet permettant sa mise en œuvre, placée sous l'égide de concertations avec le futur architecte en chef du secteur à différents stades du projet et la mise en place de comités de pilotage et de suivi,
- Le calendrier des études et des différentes étapes jusqu'au départ du locataire actuel ORANGE en place.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du protocole d'accord intégrant l'ensemble des parties,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1148562-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CENTRE COMMERCIAL "LE POLYGONE" À MONTPELLIER - RÉGULARISATIONS FONCIÈRES - DÉCLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC - CESSIONS VOLUMES - AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - SERVITUDE DE SURPLOMB - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Centre Commercial du Polygone souhaite engager un vaste programme de rénovation lui permettant à la fois de moderniser l'ensemble immobilier, tout en procédant à une remise aux normes de la structure. Il a donc sollicité la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour acquérir différentes emprises foncières, issues du domaine public, sous forme de volume, de surplomb et d'autorisation d'occupation temporaire.

Ce projet prévoit notamment le réaménagement de l'ensemble des circulations horizontales et verticales, la reprise des façades et la mise aux normes des parkings souterrains.

Les travaux de rénovation prévus impactent le domaine public de la Métropole situé sur le pourtour du centre commercial, et selon les emprises concernées, il convient de prévoir le déclassement du domaine public avec une désaffectation a posteriori, et également la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public.

Trois secteurs sont concernés :

1 – l'entrée du Polygone face à la dalle du Triangle :

Il s'agit du lot volume 2 d'une superficie de 71 m<sup>2</sup> environ sur la parcelle HM 470, qui fera l'objet d'une régularisation de transfert de domanialité publique entre la Ville et la Métropole, afin de céder ce volume au syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier du Polygone. Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du volume 2, et prévoit une désaffectation a posteriori dans un délai de 3 ans à compter de la présente délibération. La vente au profit du syndicat des copropriétaires du Polygone aura lieu au prix fixé par le service des Domaines, qui a évalué cette emprise à 50€/m<sup>2</sup>, ce qui représente une recette pour la Métropole d'un montant de 3 550 €.

2 – côté « Monoprix » sur le Viaduc Frenay :

Escaliers d'accès au magasin : Une convention d'occupation et de surplomb du domaine public a été signée avec la Commune de Montpellier le 13 février 1996. La Métropole, désormais compétente, propose de signer une nouvelle convention d'occupation avec la copropriété pour valider l'implantation des escaliers sur le domaine public sur une superficie de 22 m<sup>2</sup> environ. Il sera appliqué le même tarif que sur d'autres occupations similaires, à savoir une redevance de 37 €/m<sup>2</sup> /an, soit 814 €/an pour 22 m<sup>2</sup>.

D'autre part, il convient d'acter une servitude de surplomb pour une superficie de 78 m<sup>2</sup> environ, avenue Henri Frenay, qui correspond à la mise en place d'un auvent le long de la façade du magasin « Monoprix ». Cette servitude est évaluée à un euro.

3 – implantation de deux piliers - renforcement support :

Pour renforcer la structure, deux piliers seront implantés dans un volume public correspondant à l'avenue des Etats du Languedoc, sur le tronçon qui passe sous le Polygone. Il convient donc de traiter ce renforcement, dans l'alignement des piliers existants, par l'octroi d'une simple servitude d'appui sur le domaine appartenant à la Métropole.

Les cessions et autorisations conventionnelles qu'il est proposé de délivrer dans la présente délibération, sont strictement nécessaires à la réalisation de l'opération de rénovation du Polygone, et à l'octroi du permis de construire afférent. Sans ces participations, l'opération n'est pas réalisable.

Aussi, le rôle de la Métropole et l'ensemble de ces participations seront par la suite, reportés et rappelés dans une convention de partenariat entre la Métropole, la Ville de Montpellier, SOCRI promotions et le syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier du Polygone.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- déclasser du domaine public les différentes emprises concernées par le projet de rénovation du Centre Commercial du Polygone détaillé ci-dessus, sachant que la désaffectation interviendra a posteriori dans un délai de 3 ans à compter de la présente décision,



**SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.**

**Excusé(es):**

**M. G. LANNELONGUE**

**Absent(es):**

**M. J. DOMERGUE**



- une subvention de 20 000 € versée à l'ENSAM valorisant notamment les moyens déployés pour cette expertise ;

Sachant que :

- des conférences relatives aux thèmes abordés aux différentes échelles territoriales pourront être organisées à l'ENSAM ;
- la Métropole sera susceptible d'accueillir des étudiants de l'ENSAM dans le cadre de stages ou de mises en situations professionnelles,

Chacune des parties s'engage à communiquer sur l'objet de la présente convention qui est renouvelée pour une durée de deux ans, la convention initiale prévoyant cette reconduction à concurrence de quatre ans.

L'objet de cette délibération porte donc sur la prorogation de la convention initiale pour une durée de deux ans en application de ses dispositions prévues à l'article 4 de la convention initiale, et l'inscription au budget de la Métropole de la subvention correspondante.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- d'approuver les principes du renouvellement de la convention de partenariat entre l'Ecole Nationale D'architecture de Montpellier (ENSAM) et Montpellier Méditerranée Métropole pour une durée de deux ans supplémentaires tel que prévu dans la convention initiale, en vue de la conduite d'études préalables au SCoT et au PLUi ;
- d'approuver le versement d'une subvention de 20 000 € à l'Ecole Nationale D'architecture de Montpellier (ENSAM) ;
- d'inscrire les sommes correspondantes soit 20 000 € au budget primitif 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 908 ;
- d'autoriser Monsieur le Président, à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme S. JANNIN.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1148976-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es) :

M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J. DOMERGUE

Délibération n° 14908

- autoriser la prise en charge financière par la Métropole des frais de transport des volontaires pour un montant approximatif de 250 Euros, les volontaires bénéficiant par ailleurs du tarif demandeur d'emploi subventionné par la Métropole ;
- dire que cette dépense est inscrite au budget de la Métropole chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. HART, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1149033-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE

Métropole pour le compte du Département dans les mêmes conditions que la taxe métropolitaine à laquelle elle s'ajoute. Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Conformément à l'article L.2333-30 du Code général des collectivités territoriales, les tarifs doivent être arrêtés par le Conseil de Métropole avant le 1er octobre de l'année pour être applicables l'année suivante. Le barème suivant sera appliqué à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

Types d'hébergements	Tarif Métropole	TA CD 34	Tarif taxe
Palaces et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	4,00 €	0,40 €	4,40 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	2,73 €	0,27 €	3,00 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,82 €	0,18 €	2,00 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,36 €	0,14 €	1,50 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,90 €	0,09 €	0,99 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,64 €	0,06 €	0,70 €
Hôtels et résidences de tourisme, villages de vacances en attente de classement ou sans classement	0,64 €	0,06 €	0,70 €
Meublés de tourisme et hébergements assimilés en attente de classement ou sans classement	0,64 €	0,06 €	0,70 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,55 €	0,05 €	0,60 €



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE

Il est à noter que les organismes HLM et les SEM (sociétés d'économie mixte) sont exonérés de taxe GEMAPI pour les locaux et dépendances dont ils sont propriétaires et qui sont attribués sous condition de ressources.

La définition du périmètre de la compétence et les modalités de son organisation avec les autres acteurs et notamment les Etablissements Publics Territoriaux de bassin (SYBLE et SYMBO) seront précisées ultérieurement par délibération en Conseil de Métropole. Une première évaluation des nouvelles missions, des études et des aménagements que la Métropole aura à assurer dès le 01/01/2018, ainsi que de l'organisation à mettre en place, a d'ores et déjà été réalisée.

Compte tenu des besoins nouveaux, nécessaires à l'exercice de la compétence, tant en fonctionnement qu'en investissement, il est proposé d'instituer la taxe GEMAPI, conformément à l'article 1530 bis du Code général des impôts.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'institution de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées ( 4 abstentions et 24 votes contre).

Certifié Exécutoire  
Publié le : 09/10/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 09/10/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170927-lmc1149115-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## **FINANCES – TAXE POUR LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PRÉVENTION DES INONDATIONS - FIXATION DU PRODUIT 2018**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Conformément à la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 et à la Loi NOTRe du 7 août 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exercera la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

L'institution de la taxe destinée à financer cette compétence, prévue à l'article 1530 bis du Code Général des Impôts, a été décidée au sein de cette même séance du Conseil de Métropole.

Une fois le principe de la taxe adopté, il convient d'en fixer le montant pour l'année 2018. Celui-ci ne doit pas excéder la couverture du coût prévisionnel annuel en fonctionnement et en financement des investissements relatif à l'exercice de la compétence.

Les charges nouvelles portent sur les missions liées à la mise en œuvre, sur l'intégralité du territoire métropolitain, de la compétence et de la nouvelle réglementation (études de danger et de classement en systèmes d'endiguement, gestion de nouveaux ouvrages hydrauliques mis à disposition), sur les études nécessaires à l'élaboration d'un plan d'actions chiffrées et phasées pour la période 2018-2026, sur les premières études de certains projets identifiés de lutte contre les inondations, et sur la mise en œuvre de la nouvelle organisation et des moyens humains supplémentaires afférents.

Le montant maximum de la taxe est calculé sur la base d'un plafond de 40€ par habitant, soit 18,6M € pour la Métropole.

L'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice de la compétence GEMAPI est estimé sur la période 2018 à 2026 à 49,9M€ soit une moyenne annuelle de **5,53M€**, déduction faite des participations financières contractualisées ou prévues.

### **Ce montant se décompose comme suit :**

1. Les crédits déjà inscrits à la Programmation Pluriannuelle de la Métropole 2018-2026 et entrant désormais dans le champ de la compétence GEMAPI s'élèvent à 13,62M€ hors taxes soit une moyenne annualisée de **1,51M€** (dont les cotisations déjà versées par la Métropole au SYBLE et au SYMBO).

2. Le montant des dépenses annuelles transférées des communes à la Métropole dans le cadre de la compétence GEMAPI est estimé à **400 000€ minimum** (comprenant la participation des communes au budget du SIEL).

Ce montant sera précisé dans le cadre d'une Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées au cours du premier semestre 2018, les attributions de compensations pouvant être fixées dans un délai de neuf mois après le transfert de la compétence soit jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2018.

3. Le montant des **dépenses nouvelles** que la Métropole devra intégrer à sa programmation pluriannuelle 2018-2026 et qui est estimé à 32,6M€ soit en moyenne annuelle **3,62M€**.

**C'est sur cette seule base qu'il est proposé de déterminer le produit attendu de taxe GEMAPI.**

Ces dépenses nouvelles couvrent les **principales opérations** suivantes :

#### Principales opérations nouvelles en fonctionnement :

- Nouvelles obligations réglementaires : études, contrôles et entretien des systèmes d'endiguement,
- Le recrutement de trois agents supplémentaires.

#### Principales opérations nouvelles en investissement sur la période 2018-2026 :

- le bassin de rétention du Moulygous à Baillargues,



## **HORS COMMISSION**

## **HORS COMMISSION – PRESCRIPTION DE L'ÉLABORATION DU RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL (RLPI) DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La publicité et les enseignes sont des éléments importants du paysage. L'ensemble des communes de la Métropole est confronté à l'enjeu environnemental et économique qu'elles représentent. Le code de l'environnement, dans ses articles L. 581-14 et suivants, encadre, au titre de la protection du patrimoine et du cadre de vie, la faculté d'implanter ces dispositifs. Il organise, de plus, la faculté pour les collectivités d'établir sur leur territoire des règlements locaux de publicités. Ce document réglementaire local a vocation à adapter la réglementation nationale aux caractéristiques du territoire local.

Plusieurs communes de la Métropole (Montpellier, Saint Jean de Védas, Lattes, Castelnau-le-Lez et Juvignac) sont aujourd'hui dotées de règlements locaux approuvés avant l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation nationale issue de la loi du 12 juillet 2010 dont le point culminant de l'entrée en application sera la caducité en juillet 2020 des règlements locaux existants.

En devenant Métropole, et conformément et à l'article L581-14 du code de l'environnement, Montpellier Métropole est dès lors devenue compétente en matière de Réglementation Locale de Publicité en lieu et place des communes qui la composent.

Le principe de la co-construction d'un règlement local intercommunal a été acté entre la métropole et l'ensemble des communes-membres lors de la conférence intercommunale des maires réunie le 20 mars 2017.

Le cadre réglementaire, les objectifs, les moyens mis en place ainsi que le planning prévisionnel ont été présentés lors de la conférence intercommunale des maires réunie le 18 septembre 2017.

Un règlement local de publicité intercommunal permettra d'harmoniser les règles applicables en limites communales en apportant une cohérence aux entrées de villes ainsi qu'au passage d'une commune à une autre, en particulier lorsqu'elles sont contiguës.

Pour mener à bien cette procédure et apporter son expertise au service de la métropole, il paraît nécessaire de faire appel à un bureau d'étude ayant déjà travaillé sur des dossiers de cette importance.

Il est donc proposé:

**De prescrire l'élaboration d'un règlement local de publicité (RLP) sur l'ensemble du territoire métropolitain afin, notamment, de :**

- simplifier les zonages des règlements locaux existants, en recherchant une harmonisation des règles tenant compte des typologies des espaces du territoire métropolitain tout en s'émancipant des limites communales et ce sur l'ensemble des six secteurs identifiés dans le SCoT pour retrouver, chaque fois que cela sera possible, des solutions communes en matière de réglementation,
- identifier sur le territoire métropolitain les espaces nécessitant, au regard des enjeux de préservation et de mise en valeur des paysages de l'ensemble des communes, bourgs et villages localisés entre littoral, plaine et garrigues, la mise en place de dispositions réglementaires plus contraignantes que les règles nationales, permettant de mieux tenir compte des particularités patrimoniales, paysagères ou des risques de surdensité publicitaire propres à certains secteurs tels que les grands axes de circulation, les entrées de villes ou les zones d'activités économiques situées sur la première couronne de la métropole,
- d'envisager, là où se rencontrent cœurs de villes, activités économiques et tourisme , la « réintroduction » de certaines formes de publicité dans des espaces où la législation interdit la publicité mais admet qu'une réglementation locale puisse en admettre la présence, en intégrant

Enfin, le prestataire assistera la métropole dans la mise en œuvre de la concertation, de la collaboration avec les communes membres et de l'association des personnes publiques, puis lors des phases de consultations administratives et d'enquête publique.

**De convenir que la présente délibération, sera :**

- transmise :

- au préfet du département de l'Hérault,
- au président du conseil régional d'Occitanie,
- au président du conseil général de l'Hérault,
- au président de la chambre de commerce et d'industrie territoriale de l'Hérault,
- au président de la chambre de métiers et de l'artisanat de l'Hérault,
- au président de la chambre d'agriculture de l'Hérault,
- au président de la section régionale de la conchyliculture de la Méditerranée,
- aux maires des communes de la Métropole,

- affichée au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et dans les mairies des communes membres pendant un mois, conformément aux articles R. 153-21 et R. 153-22 du code de l'urbanisme ; mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

- publiée au recueil des actes administratifs de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prescrire l'élaboration d'un règlement local de publicité (RLP) sur l'ensemble du territoire métropolitain poursuivant les objectifs ci-dessus indiqués,
- arrêter les modalités de la concertation telles que précisées dans la présente délibération,
- définir les modalités de collaboration entre les communes membres telles que précisées dans la présente délibération,
- lancer une consultation pour la réalisation d'une mission d'étude, et d'autoriser l'inscription au budget de la Métropole des dépenses correspondantes,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout acte et document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1149564-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## HORS COMMISSION – VŒU RELATIF AUX CONTRATS AIDÉS - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le six septembre 2017, la Ministre du travail a présenté en Conseil des ministres une communication relative aux contrats aidés exprimant la volonté d'en optimiser l'efficacité et d'engager par ailleurs le renforcement des politiques de formation et d'accompagnement ciblé qui donnent plus d'atouts, de capacités, aux personnes qui en bénéficient pour s'insérer durablement dans l'emploi.

Le Conseil de Métropole a bien noté la volonté de cibler en priorité les personnes les plus éloignées du marché du travail, en concentrant les moyens sur les contrats d'accompagnement dans l'emploi non marchands autour de deux priorités thématiques, l'accompagnement des élèves en situation de handicap ainsi que les secteurs d'urgence en matière sociale et de santé, et de deux priorités territoriales dont les communes rurales en difficultés financières fortes pour assurer la rentrée scolaire dans de bonnes conditions.

Des maires et élus expriment leurs inquiétudes sur le maintien de services qui s'appuient en partie sur des contrats aidés, difficilement remplaçables dans le contexte de rigueur budgétaire actuel.

Dans ce contexte et dans un esprit de solidarité, le Conseil de Métropole demande au gouvernement un examen attentif des contrats aidés des petites communes du Département.

En outre, le Conseil de Métropole prend note qu'il s'agit de cibler les contrats aidés là où ils sont indispensables à la cohésion sociale et territoriale.

Dans cette perspective, le Conseil de Métropole souhaite qu'une attention soit portée aux associations dont les objectifs répondent à des besoins d'intérêt général essentiels et qui fournissent d'importants services collectifs à la population, tout particulièrement dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le présent vœu relatif aux « contrats aidés »,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées ( 2 abstentions et 1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 02/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1149444-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/10/2017

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## **HORS COMMISSION – ELECTION DU 9ÈME VICE-PRÉSIDENT**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Sur proposition du Président, le Conseil est appelé à élire le 9ème Vice-Président, membre du Bureau, suite à la démission de Monsieur Rabii YOUSSEF de ses fonctions de Vice-président, acceptée par Monsieur le Préfet de l'Hérault le 15 septembre 2017.

Conformément aux articles 2122-14 et 15 du Code général des collectivités locales, il convient donc de procéder à l'élection d'un nouveau Vice-président, sur le poste déclaré vacant.

L'ordre d'élection des membres du Bureau constitue l'ordre du tableau.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2122-7 et L.5211-2, chaque membre du Bureau doit être élu au scrutin uninominal majoritaire à trois tours. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à l'élection du nouveau 9ème Vice Président ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Président propose de procéder au vote de l'élection du 9ème Vice-Président et propose la candidature de Madame Rosy BUONO.

Monsieur Cyril MEUNIER et Monsieur Djamel BOUMAAZ proposent également leur candidature.

- 1er tour de scrutin :

Présents (émargement) : 90

Votants : 90

Bulletins blancs (bulletins litigieux à déduire, articles L65 et L66 du Code électoral) : 3

Bulletins blancs : 8

Majorité absolue : 40

Suffrages obtenus :

Mme Rosy BUONO : 55 voix

Mr Cyril MEUNIER : 23 voix

Mr Djamel BOUMAAZ : 1 voix.

Madame Rosy BUONO, ayant obtenu 55 voix, est élue à la majorité des suffrages exprimés.

A l'issue de la proclamation de ces résultats, le Président prononce la clôture du vote.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 05/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1149423-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 05/10/2017

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## **HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLÉ - MODIFICATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au regard de diverses demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions. Le tableau figurant en annexe liste les demandes d'adhésion reçues par la Métropole depuis la dernière modification de la composition des commissions.

Par ailleurs, à la suite de l'évolution du Bureau de la Métropole et des délégations accordées aux Vice-Présidents il est proposé de modifier l'objet des commissions chargées d'étudier les affaires qui seront soumises au Conseil de Métropole.

Il est rappelé que conformément à l'article 6 du règlement intérieur du Conseil, la compétence des commissions est limitée aux seules affaires relevant des domaines d'intervention de la Métropole. Les commissions ont un rôle consultatif, elles émettent des avis. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises et en particulier, les projets de délibérations intéressant leur domaine thématique.

Les conseillers qui souhaitent faire partie d'une commission ou de plusieurs commissions en émettent le vœu auprès du Président de la Métropole.

Les commissions sont également ouvertes aux adjoints au Maire ou aux conseillers municipaux qui, sans avoir la qualité de conseillers métropolitains, sont titulaires d'une délégation en rapport avec l'objet des commissions. Ces élus sont désignés par le Maire de la commune. Cette décision est notifiée à la Métropole.

La commission des Finances comprend, quant à elle, au moins l'ensemble des Maires.

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole est Président de droit de toutes les commissions. Chaque commission élit en son sein un Président délégué, chargé de convoquer et de présider chaque réunion en l'absence du Président.

Un ou deux Présidents suppléants, désignés par les membres de la commission sont chargés d'assister le Président délégué ou de le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Chaque commission est rattachée à un domaine d'activité de la Métropole et à un ou plusieurs services.

Les commissions se réunissent sur convocation, du Président délégué ou d'un président suppléant de la commission compétente. La convocation est adressée au domicile choisi par chaque membre de la commission.

Par cette délibération, et suite à la modification de la composition du Bureau métropolitain, le Conseil entérine les thématiques des commissions suivantes :

- Administration générale, affaires juridiques, contentieux, protocole ;
- Agro-écologie et alimentation ;
- Biodiversité et Culture Scientifique et technique ;
- Cohésion sociale, politique de la ville, lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aides d'accueil des gens du voyage,
- Culture ;
- Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, artisanat ;
- Développement et aménagement durable du territoire et de l'espace public, habitat ;
- Energie et transition énergétique ;
- Finances ;
- Gestion des temps, accessibilité, autonomie et handicap ;
- Logement ;
- Participation citoyenne, performance et évaluation des politiques publiques ;



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es) :

M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J. DOMERGUE

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue avec 56 voix, la liste proposée par Mme TOUZARD ayant obtenu 27 voix.

- Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas-Languedoc (SBL)  
Affaire reportée
- Syndicat Mixte Garrigues Campagne  
Affaire reportée
- C.A.S.S.C. Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle  
Affaire reportée
- Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Conseil d'administration  
Le Président propose en tant que représentants titulaires : Mme R. ILLAIRE, M. R. CALVAT, Mme C. CLARAC, Mme C. DONADA, M. P. DUDIEUZERE, MME J. GALABRUN-BOULBES, M. JP. RICO, M. P. KRZYZANSKI, Mme E. LLORET, M. JM. LUSSERT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. A. EL KANDOUSSI, M. JL. SAVY, Mme M. FOURCADE.  
Mme I. TOUZARD propose à l'Assemblée une seconde liste : M. P. BONNAL, M. R. CALVAT, Mme C. CLARAC, Mme C. DONADA, M. P. DUDIEUZERE, Mme J. GALABRUN BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. P. KRZYZANSKI, Mme E. LLORET, M. JM. LUSSERT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. R. REVOL, M. JL. SAVY, Mme I. TOUZARD.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, qui a obtenu 55 voix pour, est élue. La liste de Mme TOUZARD a recueilli 20 voix pour.
- Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC)  
Le Président propose en tant que représentants titulaires : M. JL. SAVY, Mme C. LEVY-RAMEAU, M. L. JAOUL et M. P. SAUREL.  
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).
- Association Maison de Montpellier à Chengdu  
Le Président propose en tant que représentants titulaires : M. G. PASTOR et M. E. PENSO.  
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).
- Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole  
Le Président propose en tant que représentants titulaires : M. G. PASTOR, M. JL. COUSQUER, Mme M. FOURCADE, Mme I. GUIRAUD, M. E. PENSO, M. L. JAOUL, M. JL. SAVY, M. N. SEGURA, M. F. ABERT, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. JL. MEISSONNIER, Mme C. LEVY-RAMEAU et Mme S. KERANGUEVEN.  
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Syndicat Hérault Energies (SHE)  
Le Président propose en tant que représentants titulaires : M. L. JAOUL, M. JM. LUSSERT, Mme E. LLORET, Mme S. JANNIN, Mme I. GUIRAUD, Mme P. MIRALLES et Mme T. DASYLVA  
En tant que représentants suppléants : Mme R. ILLAIRE, Mme C. LEVY-RAMEAU, M. JL. MEISSONNIER et M. JM. ALAUZET.  
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).
- Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) - Commission Consultative



- Commission pour la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté (COPEC)  
Le Président propose en tant que représentant titulaire Mme A. YAGUE et en tant que représentant suppléant M. G. CASTRE.  
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH) - Commission Hébergement et accès au logement  
Le Président propose en tant que représentante titulaire Mme A. YAGUE et en tant que représentant suppléant M. N. SEGURA.  
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)- Démocratie de Proximité  
Le Président propose en tant que représentants titulaires M. L. JAOUL, M. G. PASTOR, Mme T. DASYLVA, Mme M. BODKIN et Mme A. YAGUE,  
En tant que représentants suppléants M. G. LANNELONGUE, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. MOYNIER et Mme P. MIRALLES.  
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Commission de contrôle des comptes (CCC)  
Le Président se propose en tant que représentants titulaires ainsi que M. M.LEVITA, M. JP. RICO, M. E. PENSO et M. G. LANNELONGUE  
En tant que représentants suppléants : M. JL. SAVY, M. R. CALVAT, Mme A. YAGUE, M. P. BONNAL et M. J. DOMERGUE.  
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Université Paul Valéry UM3 - Université Tiers Temps - Conseil d'Administration  
Le Président propose en tant que représentante titulaire Mme P. MIRALLES, et en tant que représentante suppléante Mme A. YAGUE.  
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Réseau national des acteurs des démarches temporelles – Tempo Territorial  
Le Président propose en tant que représentante titulaire Mme A. YAGUE.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, Mme A. YAGUE est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- SIERNEM - Syndicat Intercommunal d'Electrification de la Région Nord Est Montpellier  
Affaire reportée
- Syndicat Mixte du Bassin de Thau  
Le Président propose en tant que représentants titulaires M. JM. ALAUZET, Mme R. ILLAIRE et M. JM. LUSSERT et en tant que représentant suppléant M. T. BREYSSE.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Association France URBAINE

- Commission Consultative de l'Environnement de l'Aéroport  
Le Président propose en tant que représentants titulaires M. JL. COUSQUER, Mme V. BARTHAS-ORSAL et Mme C. MARION,  
En tant que représentants suppléants Mme L. ACQUIER, M. T. BREYSSE et M. JL. MEISSONNIER.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Association A.M.O.R.C.E.  
Le Président propose en tant que représentante titulaire Mme V. BARTHAS-ORSAL.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée la candidate proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE)  
Le Président propose en tant que représentants titulaires M. M. LEVITA, Mme C. MARION et Mme V. BARTHAS-ORSAL.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Association pour la Méthanisation Ecologique des Déchets (M.E.T.H.E.O.R)  
Le Président propose en tant que représentante titulaire Mme V. BARTHAS-ORSAL.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la candidate proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Commission de Surveillance de site du Centre de stockage de déchets ménagers non dangereux de Castries  
Le Président propose en tant que représentants titulaires Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme E. LLORET, le Directeur Général de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur de Département des Services Publics de l'Environnement et des Transports de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur d'Exploitation de la société SMTVD.  
En tant que représentants suppléants M. L. JAOUL, M. A. MOYNIER, le Directeur de la Prévention des Déchets de Montpellier Méditerranée Métropole, l'Ingénieur en charge du site de la Direction de la Prévention des Déchets de Montpellier Méditerranée Métropole et le Responsable qualité de la société exploitante SMTVD.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Commission d'élaboration et de suivi du plan de protection de l'atmosphère (P.P.A).  
Le Président propose en tant que représentante titulaire Mme V. BARTHAS-ORSAL et en tant que représentante suppléante Mme S. JANNIN.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Comité de pilotage Société Publique Locale d'Aménagement (SPL LRAD)  
Le Président propose en tant que représentants titulaires Mme I. MARSALA, M. JL. COUSQUER et Mme V. BARTHAS-ORSAL.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO)



**SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.**

**Excusé(es):**

**M. G. LANNELONGUE**

**Absent(es):**

**M. J. DOMERGUE**

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue avec 56 voix, la liste proposée par Mme TOUZARD ayant obtenu 27 voix.

- Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas-Languedoc (SBL)  
Affaire reportée
- Syndicat Mixte Garrigues Campagne  
Affaire reportée
- C.A.S.S.C. Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle  
Affaire reportée
- Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Conseil d'administration  
Le Président propose en tant que représentants titulaires : Mme R. ILLAIRE, M. R CALVAT, Mme C. CLARAC, Mme C. DONADA, M. P. DUDIEUZERE, MME J.GALABRUN-BOULBES, M. JP. RICO, M. P.KRZYZANSKI, Mme E. LLORET, M. JM. LUSSERT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. A. EL KANDOUSSI, M. JL. SAVY, Mme M. FOURCADE.  
Mme. I. TOUZARD propose à l'Assemblée une seconde liste : M. P. BONNAL, M. R CALVAT, Mme C. CLARAC, Mme C. DONADA, M. P. DUDIEUZERE, Mme J.GALABRUN BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. P.KRZYZANSKI, Mme E. LLORET, M. JM. LUSSERT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. R. REVOL, M. JL. SAVY, Mme I. TOUZARD.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, qui a obtenu 55 voix pour, est élue. La liste de Mme TOUZARD a recueilli 20 voix pour.
- Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC)  
Le Président propose en tant que représentants titulaires : M. JL. SAVY, Mme C. LEVY-RAMEAU, M. L. JAOUL et M. P. SAUREL.  
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).
- Association Maison de Montpellier à Chengdu  
Le Président propose en tant que représentants titulaires : M. G. PASTOR et M. E. PENSO.  
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).
- Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole  
Le Président propose en tant que représentants titulaires : M. G. PASTOR, M. JL. COUSQUER, Mme M. FOURCADE, Mme I. GUIRAUD, M. E. PENSO, M. L. JAOUL, M. JL. SAVY, M. N. SEGURA, M. F. ABERT, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. JL. MEISSONNIER, Mme. C. LEVY-RAMEAU et Mme S. KERANGUEVEN.  
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Syndicat Hérault Energies (SHE)  
Le Président propose en tant que représentants titulaires : M. L. JAOUL, M. JM. LUSSERT, Mme E. LLORET, Mme S. JANNIN, Mme I. GUIRAUD, Mme P. MIRALLES et Mme T. DASYLVA  
En tant que représentants suppléants : Mme R. ILLAIRE, Mme C. LEVY-RAMEAU, M. JL. MEISSONNIER et M. JM. ALAUZET.  
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).
- Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) - Commission Consultative

- Commission pour la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté (COPEC)  
Le Président propose en tant que représentant titulaire Mme A. YAGUE et en tant que représentant suppléant M. G. CASTRE.  
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH) - Commission Hébergement et accès au logement  
Le Président propose en tant que représentante titulaire Mme A. YAGUE et en tant que représentant suppléant M. N. SEGURA.  
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)- Démocratie de Proximité  
Le Président propose en tant que représentants titulaires M. L. JAUL, M. G. PASTOR, Mme T. DASYLVA, Mme M. BODKIN et Mme A. YAGUE,  
En tant que représentants suppléants M. G. LANNELONGUE, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. MOYNIER et Mme P. MIRALLES.  
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Commission de contrôle des comptes (CCC)  
Le Président se propose en tant que représentants titulaires ainsi que M. M.LEVITA, M. JP. RICO, M. E. PENSO et M. G. LANNELONGUE  
En tant que représentants suppléants : M. JL. SAVY, M. R. CALVAT, Mme A. YAGUE, M. P. BONNAL et M. J. DOMERGUE.  
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Université Paul Valéry UM3 - Université Tiers Temps - Conseil d'Administration  
Le Président propose en tant que représentante titulaire Mme P. MIRALLES, et en tant que représentante suppléante Mme A. YAGUE.  
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Réseau national des acteurs des démarches temporelles – Tempo Territorial  
Le Président propose en tant que représentante titulaire Mme A. YAGUE.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, Mme A. YAGUE est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- SIERNEM - Syndicat Intercommunal d'Electrification de la Région Nord Est Montpellier  
Affaire reportée
- Syndicat Mixte du Bassin de Thau  
Le Président propose en tant que représentants titulaires M. JM. ALAUZET, Mme R. ILLAIRE et M. JM. LÜSSERT et en tant que représentant suppléant M. T. BREYSSE.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Association France URBAINE

- Commission Consultative de l'Environnement de l'Aéroport  
Le Président propose en tant que représentants titulaires M. JL. COUSQUER, Mme V. BARTHAS-ORSAL et Mme C. MARION,  
En tant que représentants suppléants Mme L. ACQUIER, M. T. BREYSSE et M. JL. MEISSONNIER.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Association A.M.O.R.C.E.  
Le Président propose en tant que représentante titulaire Mme V. BARTHAS-ORSAL.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée la candidate proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE)  
Le Président propose en tant que représentants titulaires M. M. LEVITA, Mme C. MARION et Mme V. BARTHAS-ORSAL.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Association pour la Méthanisation Ecologique des Déchets (M.E.T.H.E.O.R)  
Le Président propose en tant que représentante titulaire Mme V. BARTHAS-ORSAL.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la candidate proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Commission de Surveillance de site du Centre de stockage de déchets ménagers non dangereux de Castries  
Le Président propose en tant que représentants titulaires Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme E. LLORET, le Directeur Général de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur de Département des Services Publics de l'Environnement et des Transports de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur d'Exploitation de la société SMTVD.  
En tant que représentants suppléants M. L. JAOUL, M. A. MOYNIER, le Directeur de la Prévention des Déchets de Montpellier Méditerranée Métropole, l'Ingénieur en charge du site de la Direction de la Prévention des Déchets de Montpellier Méditerranée Métropole et le Responsable qualité de la société exploitante SMTVD.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Commission d'élaboration et de suivi du plan de protection de l'atmosphère (P.P.A).  
Le Président propose en tant que représentante titulaire Mme V. BARTHAS-ORSAL et en tant que représentante suppléante Mme S. JANNIN.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Comité de pilotage Société Publique Locale d'Aménagement (SPL LRAD)  
Le Président propose en tant que représentants titulaires Mme I. MARSALA, M. JL. COUSQUER et Mme V. BARTHAS-ORSAL.  
Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.  
A l'issue d'un vote à main levée la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).
- Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO)



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es) :

M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J. DOMERGUE

national, qu'elles soient ouvertes (exploitées ou non) ou fermées administrativement, déclassées et vendues ou non. Cela concerne les lignes suivantes :

- Tarascon – Sète (Ligne 810000) ;
- Montpellier – Sommières (Mas des Gardies – Les Mazes Le Crès - Ligne 814000) ;
- Paulhan – Montpellier (Ligne 694000) ;
- Sète – Montbazin (Ligne 731000).

L'approche retenue devra intégrer et venir enrichir le projet de territoire redéfini à l'occasion de la révision du SCoT (Schéma de cohérence territoriale), notamment en ce qui concerne les cohérences à promouvoir entre un développement urbain structurant et maîtrisé et la mise en place d'un réseau armature de transport en commun appuyé sur des pôles d'échanges multimodaux (PEM) favorisant les mobilités décarbonées.

Le transport logistique devra également être pris en compte avec pour objectif de soutenir le développement économique, la desserte des derniers kilomètres et l'usage de transports mutualisés et non polluants.

L'ensemble des conventions du protocole cadre porte sur un montant total de 600 000 € financé par l'Etat (25 %), la Région (30 %), SNCF-Réseau (21 %), le Département du Gard (7,3 %), Montpellier Méditerranée Métropole (8,3 %) et Nîmes Métropole (8,3 %).

Montpellier Méditerranée Métropole ayant adopté la délibération relative à la mise en œuvre de protocole - cadre lors de sa séance du 28 juin dernier, il s'agit maintenant d'en approuver les conventions de financement selon la clé de répartition ci-dessus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de financement du diagnostic du doublet de ligne entre Nîmes et Montpellier (CNM et réseau classique) et du schéma directeur de l'étoile ferroviaire de Nîmes ;
- approuver la convention relative à l'étude portant sur l'aire de transport métropolitaine de Montpellier ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole au chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions désignées ci-dessus ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1149044-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE

Ainsi par son intervention et les différentes actions qu'elle déploie, l'URO Habitat constitue un partenaire dont l'expertise sera mobilisée par Montpellier Méditerranée Métropole au titre de l'exercice de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider d'accorder à Union Régionale des Organismes d'HLM du Languedoc-Roussillon une subvention de 20 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2017, chapitre 935,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat et tous documents se rapportant à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. R. COTTE, Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1145662-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 144 LOGEMENTS SOCIAUX À LATTES, BAILLARGUES ET MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de quatre opérations de construction neuve prenant place dans les communes de Lattes, Baillargues et Montpellier totalisant 144 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 3 700 € et 8 000 € par logement PLUS/PLAI respectivement situé en zone 2 et 3 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des cinq opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

<b>Opération</b>	<b>« Cap de Mer » à Lattes (VEFA Urvat)  Zone 3</b>	<b>« Mas de Roue » à Baillargues (VEFA A&amp;F Promotion) Zone 3</b>
<b>Caractéristiques :</b> Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	Agence NBJ Collectifs 551 m <sup>2</sup> 10 7PLUS/3PLAI 4T2 - 5T3 - 1T4	Sentein-Brinas Collectifs 2 665 m <sup>2</sup> 42 30PLUS/12PLAI 10T2 - 25T3 - 7T4
<b>Plan de financement :</b> Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Prêt CDC Prêt PEEC <b>Participation Montpellier Méditerranée Métropole</b>	<b>1 138 149 €</b> 24 662 € 16 000 € 961 487 € 56 000 € <b>80 000 €</b>	<b>5 365 675 €</b> 94 730 € 66 000 € 4 828 945 € 40 000 € <b>336 000 €</b>

<b>Opération</b>	<b>ZAC Rive Gauche lot 12 à Montpellier  Zone 2</b>	<b>« Croix Verte » à Montpellier (VEFA Les nouveaux constructeurs) Zone 2</b>
<b>Caractéristiques :</b> Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	Cardin Gabriel Collectifs 3 938 m <sup>2</sup> 57 40 PLUS/17 PLAI 11T2 - 34T3 - 12T4	EXO 7 architecte Collectifs 2 507 m <sup>2</sup> 35 25PLUS/10PLAI 8T2 - 12T3 - 13T4 - 2T5



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

**Pouvoir(s):**

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

**Excusé(es):**

M. G. LANNELONGUE

**Absent(es):**

M. J. DOMERGUE

Délibération n° 14874

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 09/10/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 09/10/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170927-lmc1148243-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 26 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « ELAÏA », RUE DES ACONITS À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 26 logements locatifs sociaux, résidence « Elaïa », 3 rue des Aconits à Montpellier.

L'opération comprend 26 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par Pascal MEGIAS architecte à Aigues-Mortes.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les trois emprunts d'un montant total de 2 637 513 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 1 101 423 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 508 909 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) complémentaire d'un montant de 1 027 181 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS construction	PLS foncier	PLS complémentaire
Montant du prêt	1 101 423 €	508 909 €	1 027 181 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum		
Périodicité des échéances	annuelle		
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11 %		
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %		
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)		
Modalité de révision	double révisabilité limitée		
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum		
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %		

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLS construction et PLS complémentaire et de 60 ans pour le prêt PLS foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es) :

M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J. DOMERGUE

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 459 717 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 612 956 € sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence « Le Tabarly », avenue du Général Leclerc à Pérols ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1148304-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 141 LOGEMENTS SOCIAUX À GRABELS ET MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT - DÉLIBÉRATION N°13265 DU 30 SEPTEMBRE 2015 - MODIFICATION**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°13265 du 30 septembre 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a attribué une subvention de 78 000 € à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat, pour la construction de 39 logements sociaux, rue Dominique Larrey, ZAC Euromédecine II à Montpellier.

A la suite de la refonte totale du programme en 2016, portant le nombre de logements à 72, ACM Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'il soit tenu compte de son nouveau plan de financement. Aussi, la subvention de la Métropole est proposée sur la base du montant forfaitaire actuellement en vigueur, à savoir 3 700 € par logement situé en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

- Caractéristiques et plan de financement prévisionnel initial (délibération du 30 septembre 2015) :

Opération	Rue Dominique Larrey ZAC Euromédecine II MONTPELLIER
Caractéristiques :	
Architecte	Caremoli – Miramond
Collectif/Individuel	Collectifs
Surface habitable	2 546,94 m²
Nombre de logement	39
Catégorie de financement	28 PLUS / 11 PLAI
Typologie	5 T2 – 25 T3 – 9 T4
Plan de financement :	
Coût total de l'opération	4 876 895,43 €
Subvention Etat déléguée	-
Subvention Etat surcharge foncière	64 750,00 €
Subvention Action Logement surcharge foncière	64 750,00 €
Subvention Région	102 000,00 €
Subvention 1%	-
Prêt CDC	4 567 395,43 €
Prêt PEEC	-
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	78 000,00 €



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE

Délibération n° 14878

Les autres termes de la délibération n°12791 précitée demeurent inchangés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la délibération n°12791 du 5 mars 2015 ;
- porter la somme garantie par Montpellier Méditerranée Métropole à 480 364,50 €, contre 468 725,25 € € prévus initialement, représentant 75 % des quatre prêts sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 6 logements locatifs sociaux, résidence « Le Clos des Cèdres », rue Gaston Bachelard Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1148180-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « CASTELLA », RUE JEAN VILAR À BAILLARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - DÉLIBÉRATION N°14485 DU 22 FÉVRIER 2017 - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°14485 du 22 février 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à la SA d'HLM FDI Habitat la garantie à hauteur de 75 % des emprunts qu'elle va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 15 logements locatifs sociaux, résidence « Castella », rue Jean Vilar à Baillargues.

Le prix de revient du programme ayant été revu à la hausse suite à l'augmentation de la surface habitable acquise en VEFA, il est proposé de prendre actes de la modification des caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations, objets de la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole comme suit :

- Les caractéristiques financières des prêts consentis initialement par la Caisse des Dépôts et Consignations étaient les suivantes (délibération du 22 février 2017) :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	419 931 €	337 033 €	288 013 €	128 157 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,38 %	- 0,20 %	+ 0,38 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 771 509,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 028 679 € sollicités par Le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 10 logements locatifs sociaux, résidence « Comptoir des Arts », avenue François Delmas à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1148162-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 14 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - ZAC ROQUE FRAÏSSE, LOT 14 À SAINT JEAN DE VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Le Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la construction de 14 logements en location-accession, ZAC Roque Fraïsse lot 14 à Saint-Jean-de-Védas. Le projet a été conçu par cabinet d'architecture A+ domicilié à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 1 998 149 € qu'il sollicite auprès de La Banque Postale.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par La Banque Postale sont mentionnées ci-après :

<b>Montant du prêt PSLA :</b>	<b>1 998 149 €</b>
<b>Durée :</b>	<b>6 ans et 6 mois</b>
dont phase de mobilisation :	18 mois
dont différé d'amortissement :	5 ans
<b>Commission d'engagement :</b>	<b>0,10 % du montant du prêt</b>
<b>Phase de mobilisation des fonds</b>	
<b>Durée :</b>	<b>Du 15/12/2017 au 15/06/2019, soit 18 mois</b>
<b>Taux d'intérêt annuel :</b>	<b>EONIA post-fixé + 0,72 %</b>
<b>Base de calcul :</b>	<b>Nombre exact de jours d'utilisation des fonds sur la base d'une année de 360 jours.</b>
<b>Versement des fonds :</b>	Les fonds sont versés au fur et à mesure des besoins de l'emprunteur, le prêteur se réservant la possibilité de demander à tout moment, et dès qu'ils seront disponibles, les justificatifs de toute nature permettant d'identifier les besoins de tirages Tirage minimum : 15 000 €
<b>Paiement des intérêts :</b>	Mensuel
<b>Remboursement anticipé :</b>	Pas de remboursement anticipé durant la phase de mobilisation
<b>Commission de non utilisation :</b>	0,05 %
<b>Phase d'amortissement – Tranche obligatoire à Taux Fixe du 15/06/2019 au 15/06/2024</b>	
<b>Montant :</b>	La tranche est mise en place par arbitrage automatique le 15/06/2019 dans la limite du montant du prêt, sauf dans les cas suivants : - L'emprunteur a renoncé expressément avant le 15/06/2019 en tout ou partie à la mise en place par arbitrage automatique. Dans l'hypothèse où des fonds ont été versés pendant la Phase de mobilisation, le montant de la Tranche obligatoire sera égal à l'encours constaté à la fin de la Phase de mobilisation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 09/10/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 09/10/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170927-lmc1148082-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 27 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE "LE MONTEILLET", BOULEVARD DES MOURES À VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Le Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 27 logements locatifs sociaux, résidence « Le Monteillet », boulevard des Moures à Villeneuve-lès-Maguelone. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Amétis, comprend 19 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Jean-Baptiste Miralles domicilié à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 845 671 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 943 337 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 908 775 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 605 628 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 387 931 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	943 337 €	908 775 €	605 628 €	387 931 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Différé d'amortissement	de 3 à 24 mois maximum	-	de 3 à 24 mois maximum	-
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,36 %	- 0,20 %	+ 0,36 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts prioritaires)			
Modalité de révision	simple révisabilité			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 1 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es) :

M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J. DOMERGUE

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 281 554,25 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 1 708 739 € sollicités par la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 16 logements locatifs sociaux, résidence « Alba Rosso », rue du Clos des Chênes à Castelnau-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. J.-P. GRAND.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1145940-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE "DOMAINE DE LA PARRE", RUE DE LA CHAUSSÉE À SAINT JEAN DE VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Le Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 15 logements locatifs sociaux dont 8 en usufruit locatif social, résidence « Domaine de la Parre », 13 rue de la Chaussée à Saint Jean de Védas.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Icade, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 8 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS) en usufruit locatif social.

Le dispositif « d'usufruit locatif social » repose sur le principe de démembrement de propriété qui consiste à dissocier, pour une durée déterminée, la nue-propriété acquise par un investisseur privé, de l'usufruit acquis par un bailleur social, ici le Nouveau Logis Méridional pour une période de 15 ans. Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Toure Sanchis domicilié à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les cinq emprunts d'un montant total de 1 165 032 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 316 808 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 251 336 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 110 575 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 80 561 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 405 752 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction
Montant du prêt	316 808 €	251 336 €	110 575 €	80 561 €	405 752 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	15 ans
Différé d'amortissement	24 mois	-	24 mois	-	-
Périodicité des échéances	annuelle				
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt				
	+ 0,60 %	+ 0,41 %	- 0,20 %	+ 0,41 %	+ 1,11 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %				
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts prioritaires)				Amortissement déduit (intérêts différés)



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es) :

M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J. DOMERGUE

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Le Nouveau Logis Méridional opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 727 426,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 2 303 235 € sollicités par la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 27 logements locatifs sociaux, résidence « Mas d'Oppidum », 65 chemin de Soriech à Lattes ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1139104-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 152 LOGEMENTS SOCIAUX ÉTUDIANTS -  
RÉSIDENTE ÉTUDIANTE « VEYRASSI » - AVENUE DU PIC SAINT-LOUP À  
MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS  
MÉRIDIONAL - DÉLIBÉRATION N°14699 DU 28 JUIN 2017 - MODIFICATION**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°14699 du 28 juin 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional la garantie à hauteur de 100 % des emprunts qu'elle va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 152 logements locatifs sociaux étudiants, résidence « Veyrassi », 700 avenue du Pic Saint-Loup à Montpellier.

A la suite de la modification de la durée des prêts liée à l'augmentation de la durée de l'Autorisation d'Occupation Temporaire, il est proposé de modifier les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations, objets de la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole comme suit :

- Les caractéristiques financières des prêts consentis initialement par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes (délibération du 28 juin 2017) :

Désignation	PLS	PLS complémentaire
Montant du prêt	3 528 592 €	3 162 216 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	<b>taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>1,11 %</b>	
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,5 % maximum	
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A	
Modalité de révision	Simple révisabilité	
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum	
Périodicité des échéances	annuelle	
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts prioritaires)	
Durée	33 ans	

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 33 ans pour les prêts PLS et PLS complémentaire, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

- Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations à prendre en compte dans la présente délibération :

Désignation	PLS	PLS complémentaire
Montant du prêt	3 528 592 €	3 162 216 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	<b>taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>1,11 %</b>	
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %	
Taux annuel de progressivité	0 à 1 % maximum	
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %	



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es) :

M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J. DOMERGUE



La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 758 759,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 011 679 € sollicités par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 6 logements locatifs sociaux, résidence « Le Clos des Cistes », rue des Sorbiers à Saint-Jean-de-Védas ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. R. YOUSSEF.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 09/10/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 09/10/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170927-lmc1147852-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**LOGEMENT – RÉHABILITATION DE 120 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE  
« LE SAINT GUILHEM 2 » AVENUE DE BARCELONE À MONTPELLIER -  
GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la réhabilitation de 120 logements sociaux, résidence « Le Saint Guilhem 2 », située avenue de Barcelone à Montpellier.

L'immeuble, propriété de Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade, a été construit en 1985. Les travaux réalisés consistent à réhabiliter les logements (réfection des cuisines, salles de bain et toilettes, remplacement des radiateurs et des portes palières, mise aux normes électriques), les parties communes de l'immeuble (rénovation complète des cages d'escalier, réfection du système de contrôle d'accès, de la ventilation, mise aux normes électriques, TV satellite collective), ainsi que les façades (remplacement des menuiseries, isolation thermique par l'extérieur, réfection de l'étanchéité). Le programme vise à l'atteinte du niveau de performance thermique BBC rénovation. La maîtrise d'œuvre est confiée au cabinet d'architectes MBIngénierie à Narbonne.

La Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le Prêt à la réhabilitation (PAM) d'un montant total de 2 400 000 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières du prêt consenti par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PAM
Montant du prêt	2 400 000 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.6 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0.5% maximum
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %
Modalité de révision	double révisabilité limitée
Périodicité des échéances	annuelle
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)
Durée	25 ans



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es) :

M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J. DOMERGUE

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLS construction et PLS complémentaire et de 60 ans pour le prêt PLS foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Résidences Sociales de France, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Résidences Sociales de France est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Résidences Sociales de France opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Résidences Sociales de France pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 100 % ouvre un droit à réservation portant sur 20 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 991 964 €, représentant 100 % des trois prêts sollicités par la SA d'HLM Résidences Sociales de France auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 82 logements locatifs sociaux pour étudiants, résidence « Le Thalès » Tranche 1, 1567 avenue Albert Einstein à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Résidences Sociales de France, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1147832-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX - « LA VOLTERA »  
TRANCHE 2 - IMPASSE DES ROSELIÈRES À LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT  
À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - DÉLIBÉRATION N°14490 DU 22 FÉVRIER 2017 -  
MODIFICATION**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°14490 du 22 février 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à la SA d'HLM Promologis la garantie à hauteur de 75% des emprunts qu'elle va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Future d'Achèvement (VEFA), de 7 logements sociaux, résidence « La Voltéra », rue des Roselières à Lattes.

La délibération initiale comportant une erreur, il est proposé de supprimer la référence à une période de préfinancement et de modifier les caractéristiques des quatre prêts consentis par la CDC comme suit :

- Caractéristiques des prêts de la délibération initiale (n°14490 du 22 février 2017)

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	391 199 €	247 792 €	47 358 €	59 665 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.44 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.44 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %			
Profil d'amortissement	amortissements déduit (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité			
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

- Caractéristiques des prêts à prendre en compte dans la présente délibération

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	391 199 €	247 792 €	47 358 €	59 665 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.44 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.44 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %			
Profil d'amortissement	amortissements déduit (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PÉRVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE

Délibération n° 14892

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 920 € à Madame TOUZE Sylvianne demeurant 14 rue du commerce à Montpellier et de 3 025 € à Monsieur BLANQUET Michel demeurant 10 rue Guillaume Pellicier à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole , chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1149720-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017 - QUARTIERS SAINT GUILHEM / LAISSAC / SUD COMÉDIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS ET HUIT COPROPRIÉTÉS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La ville de Montpellier a mis en œuvre, dans le cadre du projet « Montpellier Grand Cœur », divers outils ou procédures d'aménagement parmi lesquels des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et de Copropriétés Dégradées (OPAH-RU CD).

L'OPAH-RU « Saint Guilhem / Laissac / Sud Comédie » 2012-2017, dont la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, s'était portée partenaire par délibération n°10886 du 24 mai 2012, a pour objet de redonner de l'habitabilité aux îlots d'habitat dégradé, lutter contre les marchands de sommeil et promouvoir des réhabilitations de qualité s'inscrivant dans l'amélioration durable du cadre bâti en favorisant la mixité sociale.

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole le 1<sup>er</sup> janvier 2015 lui confère des prérogatives plus affirmées au titre de sa compétence politique locale de l'habitat parmi lesquelles les actions d'amélioration du parc immobilier bâti, la réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre à travers notamment des OPAH-RU.

Aussi en complément des aides propres qu'elle octroyait initialement, Montpellier Méditerranée Métropole assure désormais l'attribution de subventions jusque-là accordées par la Ville de Montpellier. Par délibération n°14553 du Conseil de Métropole du 29 mars 2017, elle a ainsi approuvé le règlement attributif de subventions en faveur de l'habitat privé, recensant les critères et conditions d'attribution de l'ensemble des aides et primes pouvant être accordées par l'entité.

Dans le cadre de l'OPAH-RU « Saint Guilhem/ Laissac / Sud Comédie », le concours de Montpellier Méditerranée Métropole intervient selon les modalités suivantes :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :
  - 10% à 20% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonné de 700 € à 8 000 € selon le niveau de dégradation du logement,
  - 500 € pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique du logement,
  - 1 500 € pour les copropriétaires participant à des travaux de rénovation des parties communes de leur immeuble,
- pour les propriétaires bailleurs :
  - 100 €/m<sup>2</sup> dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m<sup>2</sup> dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire,
  - 5% des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonné à 2 000 € par logement, pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique du logement,
  - 5% des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonné à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux,
- pour les syndicats des copropriétaires :
  - 30% des travaux subventionnés par l'ANAH ou définis par le règlement, plafonné à 4 000 €, pour la réalisation de travaux sur les parties communes de copropriétés dégradées ou fragiles.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de deux logements occupés par des propriétaires disposant de ressources très modestes, et de huit copropriétés, pour un montant total de 34 072 €.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leur logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

La liste des opérations est détaillée dans le tableau en annexe.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es) :

M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J. DOMERGUE



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1148303-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT À PRADES-LE-LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE - DÉLIBÉRATION N°14798 DU 26 JUILLET 2017 - MODIFICATION**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°14798 du 26 juillet 2017, le Conseil de Métropole a décidé l'attribution d'une aide à Mr et Mme Sébastien et Guylène VALLE-ARES pour la réhabilitation de leur logement situé 89 impasse Le Clairval à Prades-le-Lez.

Une erreur matérielle a porté le montant de leur subvention à 1 876 € alors que l'application des règles d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole conduit à l'attribution d'une aide complémentaire de 500 € au titre de l'amélioration de la performance énergétique du logement, soit une subvention totale de 2 376 €. Les autres termes de la délibération précitée n°14798 demeurent inchangés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier la délibération n°14798 du 26 juillet 2017 et attribuer une subvention d'un montant maximum de 2 376 € à M. et Mme Sébastien et Guylène VALLE-ARES demeurant 89 impasse Le Clairval à Prades-le-Lez, en lieu et place des 1 876 € accordés antérieurement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole , chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1148138-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**LOGEMENT – CHARTE POUR LA CONFIDENTIALITÉ ET L'UTILISATION DE DONNÉES ISSUES DU REGISTRE NATIONAL D'IMMATRICULATION DES SYNDICATS DE COPROPRIÉTAIRES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové, dite loi ALUR du 24 mars 2014 a instauré un registre national dématérialisé d'immatriculation des syndicats de copropriétaires. Il vise à faciliter la connaissance par les citoyens et les pouvoirs publics de l'état des copropriétés (article L711-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation).

Tous les syndicats de copropriétaires définis à l'article 14 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, qui administrent des immeubles à destination partielle ou totale d'habitation, ont l'obligation de s'immatriculer au registre national.

Cette obligation doit être satisfaite avant le :

- 31 décembre 2016, pour les grandes copropriétés de plus de deux cent lots,
- 31 décembre 2017, pour les copropriétés moyennes (entre 50 et 200 lots),
- 31 décembre 2018, pour les autres (moins de 50 lots).

Les premières données sur les copropriétés de plus de 200 lots sont dorénavant disponibles. Elles sont mises à disposition des collectivités et de leurs établissements gracieusement, pour ce qui les concerne, par l'Agence nationale de l'habitat (Anah) qui les exploite, sous réserve de la signature d'une charte d'utilisation.

Ces données contribuent à la connaissance du parc des copropriétés et aux actions mises en œuvre par les collectivités avec l'appui de l'Anah. Elles seront notamment utilisées par Montpellier Méditerranée Métropole pour :

- alimenter l'élaboration du Programme Local de l'Habitat (PLH 2019-2024) et les observatoires locaux de l'habitat ;
- alimenter les dispositifs locaux subventionnés par l'Anah notamment : l'observatoire des copropriétés de Montpellier Méditerranée Métropole et les Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) sur la Mosson et les Cévennes ;
- contribuer à l'analyse et à la compréhension du processus de fragilisation des copropriétés du territoire.

La charte associée a pour objet de définir les conditions d'utilisation, par Montpellier Méditerranée Métropole, des données brutes et retraitées issues de ce registre national d'immatriculation des syndicats de copropriétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de charte pour la confidentialité et l'utilisation de données issues du registre national d'immatriculation des syndicats de copropriétaires à intervenir entre l'Anah et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président à signer la charte susvisée, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1148634-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURÉ, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

**Pouvoir(s):**

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

**Excusé(es):**

M. G. LANNELONGUE

**Absent(es):**

M. J. DOMERGUE

Au regard des enjeux à protéger et du fonctionnement hydraulique après aménagement, les niveaux de protection suivants ont été définis :

- Pour la zone située en rive gauche de la Mosson et en amont de la voie SNCF (comprenant seulement 2 bâtis isolés), le niveau de protection est associé à une crue de la Mosson de 365 m<sup>3</sup>/s, crue d'une période de retour de 30 ans et à un niveau des étangs de 1,5 m NGF (nivellement général de la France).
- Pour la zone située en rive gauche de la Mosson et en aval de la voie SNCF, le niveau de protection est associé à une crue de la Mosson de 615 m<sup>3</sup>/s, crue d'une période de retour de 100 ans et à un niveau des étangs de 1,5 m NGF.

Ces niveaux de protection correspondent aux débits de crues et niveaux des étangs au-delà desquels la zone protégée est inondée.

La défaillance des ouvrages est qualifiée, dans l'étude de dangers réalisée, de peu probable pour la section amont RD116E1 – SNCF et de très peu probable pour la section aval SNCF – Thôt.

Le contenu du dossier de demande d'autorisation est régi par les articles R 181-13 et R 181-15-1-IV du Code de l'environnement. Il comprend notamment :

- l'estimation de la population de la zone protégée et l'indication du niveau de protection dont bénéficie cette dernière,
- l'étude d'impact établie conformément aux dispositions des articles R 122-2 et R 122-3,
- l'étude de dangers établie conformément aux dispositions de l'article R 214-116,
- des consignes de surveillance des ouvrages en toutes circonstances et des consignes d'exploitation en période de crue, sur lesquelles s'engage la Métropole, gestionnaire des ouvrages, pour garantir le niveau de protection assuré.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole afin de maîtriser les risques et de maintenir les niveaux de protection définis ci-avant du système d'endiguement « Mosson » sont les suivantes :

- réalisation de consignes de surveillance, périodes normale et post-crues, visites régulières de l'ouvrage par des agents de la Métropole, réalisation de Visites Techniques Approfondies et suivi topographique d'éventuels tassements, conformément aux dispositions des articles R 214-122 et R214-123,
- mise en œuvre d'une procédure de suivi du débit de la Mosson, en période de crue,
- information, en cas de crise des services de l'État chargés de la sécurité publique, dont la Préfecture, la DREAL, le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile et de la commune de Lattes,
- mise en œuvre d'une procédure d'intervention d'urgence, par le déplacement sur place d'agents de la Métropole,
- recours aux marchés publics existants, avec clauses d'astreinte, pour interventions d'entreprises afin de réparer d'éventuels dommages graves aux ouvrages, dès la décrue de la Mosson,
- intégration du système d'endiguement « Mosson » dans le programme annuel d'entretien des ouvrages de la basse vallée du Lez,
- diffusion de l'étude de dangers à Monsieur le Maire de Lattes afin de lui permettre d'actualiser le Plan Communal de Sauvegarde,
- renforcement de la connaissance de l'hydrologie et de l'hydrométrie de la Mosson.

En complément à la demande d'autorisation de réaliser le système d'endiguement décrite ci-avant, il y a lieu d'engager les procédures d'enquêtes publiques afin de permettre :

- l'acquisition, si besoin par expropriation, du foncier nécessaire sur les emprises du projet,
- l'obtention des autorisations requises pour la réalisation des travaux.

Les dossiers soumis à ces procédures d'enquêtes sont établis conformément au Code de l'expropriation, au Code de l'environnement, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur. On distingue :

- le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique,
- le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'intérêt général,
- le dossier d'enquête parcellaire.





**SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.**

**Pouvoir(s):**

**M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.**

**Excusé(es):**

**M. G. LANNELONGUE**

**Absent(es):**

**M. J. DOMERGUE**

aquatiques et de prévention des inondations eu égard au niveau de protection, au sens de l'article R. 214-119-1, qu'elle ou il détermine, dans l'objectif d'assurer la sécurité des personnes et des biens ». Cette notion place désormais la zone à protéger au cœur du dispositif. En contrepartie de ces obligations renforcées pour les collectivités, leur responsabilité sera dégagée pour tout évènement naturel qui dépasserait le niveau de protection associé à l'aménagement hydraulique.

En conséquence et dans le cadre de cette nouvelle réglementation, la Métropole doit solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault pour obtenir l'autorisation de réaliser les bassins d'écêtement des crues du Lantissargues qu'elle aura préalablement défini et pour lequel elle aura déterminé le niveau de protection associé.

Compte tenu des emprises disponibles et des multifonctions affectées aux bassins, le volume de rétention mobilisable au niveau du Parc Montcalm sera d'environ 27 400 m<sup>3</sup>. Ce volume est conforme à celui prévu au schéma directeur initial. Les conditions d'insertion des ouvrages dans le parc nécessitent la construction de 7 bassins. Le premier bassin sera alimenté par un déversoir latéral, les autres bassins se rempliront ensuite successivement. L'évacuation se fera par le dernier bassin situé en aval et relié au Lantissargues par un ouvrage de régulation et une surverse de sécurité.

L'actualisation des pluies de projet de différentes occurrences, qui intègrent les derniers évènements climatiques qu'a subi le territoire en 2014 et 2015, permet de préciser le niveau de protection des ouvrages projetés qui est estimé aujourd'hui à une occurrence de 6 ans et non plus de 10 ans comme prévu au schéma directeur initial. Ce niveau de protection ne peut pas être augmenté au regard des contraintes d'insertion des bassins dans le Parc Montcalm.

La zone protégée par l'aménagement correspond à la zone mise hors d'eau pour un débit de 16,6 m<sup>3</sup>/s du Lantissargues, soit un niveau d'eau de 31,5 m NGF mesuré à l'aval immédiat du déversoir d'alimentation des bassins où sera installée une échelle limnimétrique.

La zone protégée, qui correspond à la différence entre la zone inondable en état actuel et la zone inondable en état projeté, est précisée dans la carte annexée à la présente délibération. Elle comporte une population estimée à environ 210 personnes. L'ouvrage retenu sera donc de classe C tel que défini à l'article R214-113 du Code de l'environnement.

Le contenu du dossier de demande d'autorisation est régi par les articles R.181-13 et R.181-15-1-IV du Code de l'environnement. Il comprend notamment :

- l'estimation de la population de la zone protégée et l'indication du niveau de protection dont bénéficie cette dernière,
- l'étude de dangers établie conformément à l'article R 214-116,
- des consignes de surveillance des ouvrages en toutes circonstances et des consignes d'exploitation en période de crue, sur lesquelles s'engage la Métropole, gestionnaire des ouvrages, pour garantir le niveau de protection assuré.

La conception des bassins, qui seront à ciel ouvert, permet de ne pas aggraver le risque sur la zone protégée même en cas de défaillance. En effet, si les bassins ne remplissaient pas leur fonction, les conditions d'inondation seraient similaires à celles de la situation avant aménagement.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole, afin de maîtriser les risques et de maintenir le niveau de protection de l'aménagement hydraulique sont donc relativement limitées. Ces mesures sont les suivantes :

- mise en œuvre d'un programme annuel d'entretien des ouvrages,
- mise en œuvre de consignes de surveillance, dont notamment la surveillance du risque d'embâcles pouvant obturer les ouvrages de régulation,
- diffusion de l'étude de dangers à Monsieur le Maire de Montpellier afin de lui permettre d'actualiser si nécessaire le Plan Communal de Sauvegarde. A noter toutefois, que le Parc Montcalm et l'accès aux bassins devront être fermés au public en cas d'annonce de crue.

Les ouvrages dont la fonction première est d'être des équipements sportifs et de loisirs ouverts au public seront réalisés par la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement confiée par la Ville de Montpellier. A l'issue des travaux, ces ouvrages seront rétrocédés à la Ville de Montpellier



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,  
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**

## **PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS POUR L'ANNÉE 2016 - APPROBATION**

Mme V. BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets est établi conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales , notamment les articles L.2224-17-1 et D.2224-1 et suivants. Il retrace les faits marquants de l'action de la Métropole en matière de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés et en donne les principaux indicateurs techniques et financiers. Le rapport et l'avis de l'Assemblée seront mis à disposition du public dans les conditions prévues aux articles L1411-13 et L.2224-17-1 du code précité.

Les principaux faits marquants de l'exercice 2016 sont les suivants :

### **Concernant la prévention des déchets**

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une démarche de réduction des déchets au travers d'un premier programme local de prévention des déchets sur la période 2011-2016. L'objectif principal de ce programme était de réduire de -7% par rapport à 2010 le ratio par habitant et par an de production d'Ordures Ménagères et Assimilés (OMA, déchets collectés en porte à porte ou en point d'apport volontaire, hors encombrants et déchèteries).

L'objectif a été atteint puisque le tonnage des OMA n'a quasiment pas augmenté depuis 2010 alors que simultanément la population métropolitaine a crû de plus de 10%.

Parmi les actions ayant contribué à ce résultat en 2016, l'on peut citer en particulier :

- 5 000 STOP PUB distribués par les guichets uniques.
- 1 200 composteurs individuels et 50 composteurs collectifs ont été mis en place gratuitement. Par ailleurs, 160 foyers ont reçu un soutien financier et technique à l'acquisition de lombricomposteurs ou de poules.
- La promotion du ré-emploi au travers de collectes de proximité réalisée en centre-ville de Montpellier à l'aide d'une mini déchèterie (déployée 10 jours par mois en 10 points différents du quartier).
- La sensibilisation des habitants, au travers notamment d'une opération pilote sur le quartier Parc Marianne de Montpellier, visant à « coacher », au moyen d'une plateforme et d'un logiciel informatique, les foyers pour la pratique des éco-gestes : en à peine plus d'un an, plus de 4200 éco-gestes ont été adoptés par près de 900 foyers ou salariés de la zone test (réduction et tri des déchets, diminution des consommations d'eau et d'énergie).

Les nouvelles ambitions nationales en matière de réduction des déchets, traduites dans la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV) d'août 2015, sont une diminution entre 2010 et 2020 de 10% minimum du ratio de production annuelle par habitant des déchets ménagers et assimilés, incluant les encombrants et les dépôts en déchèteries. Cela nécessite de poursuivre les efforts engagés dans le cadre du premier programme local de prévention des déchets et de bâtir un nouveau programme développant, en sus, des actions spécifiques au ré-emploi et à la gestion des déchets en gros volumes.

L'année 2016 a permis, de ce point de vue et en accompagnement des évolutions réglementaires, de préparer, avec les acteurs économiques locaux (CCI, CMA, CAPEB, fédérations professionnelles et opérateurs spécialisés dans le tri et la valorisation des déchets) la modification des modalités d'accueil des déchets dans les déchèteries de la Métropole.

### **Concernant la collecte et le tri des déchets**

Outre l'effort de coordination entre les services de collecte et de nettoyage sur le centre-ville de Montpellier, les nouveaux marchés de collecte en vigueur depuis le 4 janvier 2016, ainsi que la régie de collecte métropolitaine opérant sur 14 communes, ont mis en œuvre sur l'ensemble du territoire de la Métropole de nouvelles fréquences de collecte des déchets ménagers résiduels (OMR, bacs gris)

### **Concernant le traitement et la valorisation des déchets**

#### **L'unité de méthanisation AMETYST**

L'ensemble des déchets ménagers résiduels collectés sur le territoire de la Métropole est traité sur l'unité (soit 125 679 tonnes d'ordures ménagères et 2 754 tonnes de bio déchets en 2016), à l'exception des déchets non méthanisables collectés sur certaines zones d'activité économiques qui sont acheminés directement sur l'usine de valorisation énergétique Ocréal. L'unité AMETYST a également accueilli 1 441 tonnes de biodéchets tiers.

L'exercice 2016 s'est déroulé dans la continuité des exercices précédents qui avait déjà permis de conforter la stabilisation des conditions de fonctionnement de l'installation grâce au choix technologique retenu en 2012 du mode d'exploitation dit « tout BRS » associé au procédé de méthanisation à haute teneur en matière sèche permettant de garantir une disponibilité de 100% des équipements et une production d'énergie sans équivalent.

La quantité et la qualité constante du biogaz produit permet l'optimisation du fonctionnement des moteurs de cogénération et la livraison constante de chaleur aux logements et commerces de la ZAC des Grisettes et, depuis fin 2015, à la clinique Saint Roch. 18 920 MWh électriques ont été produits et réinjectés sur le réseau public, ainsi que 10 378 MWh thermiques transférés vers le réseau de chaleur urbain du quartier des Grisettes, auxquels il convient de rajouter 2 726 MWh de chaleur consommée pour les besoins propres de l'unité. A terme, les 2 300 logements de la ZAC des Grisettes seront alimentés depuis AMETYST.

2016 a vu l'achèvement des travaux neufs prévus par la nouvelle convention de Délégation de Service Public pour un montant de 9,5 M€ H.T. qui s'inscrit dans la logique de l'évolution du site, ciblé sur la préparation des déchets avant digestion qui conditionne les performances du site, sa disponibilité et son exploitabilité avec pour objectif la production de compost normé et de combustibles solides de récupération (CSR), avec pour corollaire une forte réduction des refus. Ces dispositions sont parfaitement cohérentes avec les récentes recommandations de l'Agence De l'Environnement et de Maîtrise de l'Energie (ADEME) suite à l'audit qu'elle a réalisé sur la plupart des sites de méthanisation sur OMR en France.

Dès les premiers mois de fonctionnement du nouveau process « d'ultra criblage Rewhum », les résultats se sont révélés conformes aux objectifs de production de compost normé. 9 082 T ont ainsi été produites à compter de fin avril 2016. L'installation de pré-traitement des effluents est désormais opérationnelle depuis fin 2016, au terme de la période de montée en charge du process biologique.

Par ailleurs, les améliorations et travaux sur l'unité ont été poursuivis :

- En matière de traitement de l'air, les travaux du dispositif de captation et de traitement de l'air en sortie des BRS pour achever de traiter les dernières nuisances ressenties, ont été mis en service fin 2016.
- Sur les installations de valorisation du biogaz, afin d'assurer les opérations de maintenance de manière efficace en limitant les pertes d'exploitation, le maître d'œuvre a réalisé les études de projet en vue de la réalisation des aménagements nécessaires à l'amélioration de l'exploitabilité des réseaux.

#### **L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries (ISDnD)**

Mis en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueille les encombrants collectés en déchèteries, les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de la Métropole, ainsi qu'une partie des sous-produits non valorisables de l'unité de méthanisation Amétyst.

L'exploitation d'un casier n°2, autorisée par arrêté préfectoral du 25 novembre 2013, permet l'extension du site et la poursuite pour une nouvelle durée de 5 ans et une capacité technique identique à celle du casier n°1 maintenue à 83 000 tonnes par an.

Les travaux d'aménagement des dispositifs d'étanchéité sur les parois EST ont été menés au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.

En 2016, les apports sur l'installation se sont élevés à 80 837 tonnes pour un tonnage annuel autorisé de 83 000 tonnes.

Les messagers ont par ailleurs accompagné 10 opérations de collecte mobile chaque mois (hors juillet et août) sur le quartier Centre de Montpellier à l'aide de la nouvelle remorque acquise fin 2015, ainsi que les 21 opérations de collectes solidaires réalisées avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire sur l'ensemble du territoire métropolitain.

#### **Concernant l'information et la prise en charge des demandes des usagers**

Le numéro d'appel gratuit 0 800 88 11 77 permet aux usagers d'obtenir une information sur le fonctionnement du tri et des collectes. Il sert également de relais pour l'attribution et la maintenance des bacs de collecte et prend en charge les doléances exprimées par les usagers vis-à-vis des services de collecte : en 2016, 35 948 appels ont été servis par ce standard.

Par ailleurs, depuis fin 2012, le formulaire internet "e-service" vient compléter les services au citoyen et près de 21 326 formulaires ont été enregistrés en 2016, en grande partie au travers des guichets uniques présents dans chaque commune.

Au total, ce sont donc plus 58 000 demandes qui ont été traitées par la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets au titre de la gestion des déchets et de la propreté, ce qui atteste de l'efficacité du dispositif de prise en compte des demandes des usagers du service public. Les services ont été particulièrement sollicités en début d'année 2016 en accompagnement de l'évolution des services de collecte (modification des horaires et des fréquences, demandes de changement de volumes de bacs, etc.).

#### **En terme de bilan quantitatif d'activité, les éléments à retenir sont les suivants :**

Ordures Ménagères et assimilées	Tonnages collectés en 2016
Collecte de déchets résiduels en porte à porte (bacs gris)	128 438
Collectes sélectives en porte à porte hors encombrants : bacs jaunes et orange + collectes sélectives spécifiques (emballages légers, verre, papiers journaux, bio déchets, papiers de bureaux, cartons)	27 732
Collectes sélectives en apport volontaire (verre, papiers journaux, textile)	12 160
Dépôts en déchèteries et autres encombrants	Tonnages collectés en 2016
Déchèteries	90 600
Encombrants collectés en porte à porte	7 338

Soit un total de 266 268 tonnes collectées et traitées en 2016.

#### **Les principales données financières sont relatées ci-dessous :**

- Dépenses globales de la section investissement : 5 561 874 € TTC ;
- Dépenses globales de la section fonctionnement (hors dépenses de personnels) : 60 804 129 € TTC.

#### **Concernant la prévention et la collecte des déchets :**

En dépenses de fonctionnement :

## **RESSOURCES HUMAINES**



**RESSOURCES HUMAINES – CONVENTION DE GESTION DE SERVICE DE LA VILLE DE MONTPELLIER AU BÉNÉFICE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - MAINTENANCE DES VÉHICULES - AVENANT N°1 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par convention en date du 27 avril 2016, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont défini les conditions dans lesquelles la Métropole confiait à la ville l'entretien des véhicules constituant une partie de sa flotte.

La convention concerne l'entretien périodique, les réparations mécaniques et de carrosserie de l'ensemble des véhicules listés en annexe de la convention.

Cette convention prévoit une actualisation par voie d'avenant pris annuellement.

Il est donc proposé d'actualiser les articles 2 relatif aux 'Périmètre de la convention' et 7 relatif aux 'Modalités financières, comptables et budgétaire', afin d'étendre le périmètre des véhicules dont la maintenance est confiée au Parc Auto de la Ville de Montpellier à l'ensemble du parc auto de Montpellier Méditerranée Métropole et d'actualiser les coûts tels que définis dans le présent avenant.

Les autres dispositions restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature de l'avenant n°1 à la convention de gestion de service de la Ville de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole portant sur la maintenance des véhicules ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget métropolitain aux chapitres concernés ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1148240-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## **RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

### **I -Créations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe ;

### **II-Créations de postes CAP 2017 :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire, de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe ;

### **III- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès au poste mentionnées en **annexe 3** ci-jointe ;

### **IV- Transformations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 4** ci-jointe.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### **V- Confirmations de postes :**

a/ Par délibération n°12172 du 06/02/2014, le poste relevant du cadre d'emplois des directeurs territoriaux d'établissement d'enseignement artistique pour exercer des fonctions de Directeur du Conservatoire d'Art Dramatique (n° de poste : 2004-456) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique.

- nature des fonctions : assurer la Direction de l'enseignement de l'art dramatique au sein du Conservatoire à Rayonnement Régional et de l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience similaire.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°91-856 du 2 septembre 1991 portant échelonnement indiciaire des directeurs territoriaux d'établissement d'enseignement artistique.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité et la coordination de l'enseignement de l'art dramatique au sein du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique et, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

années dans le domaine de la communication et connaissance de la presse des collectivités locales.

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

e/ Par délibération **n°13923 du 30/06/2016**, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux pour exercer les fonctions de Chargé de l'Open data (n° du poste : 2015-076), a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des Ressources Informatiques :

- nature des fonctions : Identifier les données pertinentes et gérer de manière opérationnelle l'alimentation et l'animation de la démarche Open data de la Métropole et de ses partenaires.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 4 ans d'études et justifier d'une expérience professionnelle dans le domaine de l'Open data.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux
- motif : compte tenu de la nécessité pour la Métropole de définir la stratégie open Data de la Métropole, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

f/ Par délibération **n°9353 du 12/06/2010**, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux (référence : 2004-200) pour exercer des fonctions de chargé de mission filières technologies de l'information numérique a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'Economie et de l'Emploi.

- nature des fonctions : Assurer la structuration, l'animation et la promotion des filières d'excellence ; Assurer une veille économique ; Réaliser des missions d'expertise ; Développer le volet TIC dans des projets structurants de la Métropole.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une formation universitaire 3<sup>ème</sup> cycle et d'une expérience significative sur un poste similaire dans une entreprise privée.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité de renforcer l'économie de l'excellence sur les filières stratégiques du numérique, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT**

## **SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'ANNÉE 2016 - ADOPTION**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il doit être présenté au Conseil de Métropole, un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement (RPQS). Ce dernier doit par ailleurs, respecter les exigences fixées par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

En 2016, deux sociétés exploitantes interviennent sur le territoire métropolitain, Aqualter et Véolia Eau dans le cadre de 3 contrats. Le service public de l'assainissement concerne 1485 km de réseaux, dont 1283 km en gravitaire séparatif, 213 postes de refoulement et 14 stations d'épuration. La capacité de traitement cumulée de ces dernières est de 584 500 Equivalents-Habitants, soit près de 37,9 millions de m3 traités et près de 23,5 tonnes de DBO5/jour (Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours). Près de 27 millions de m3 ont été facturés à 103 655 abonnés.

L'année 2016 se termine avec la réalisation de près de 95% des **opérations du schéma Directeur d'Assainissement**. Les dernières opérations en cours portent sur :

### **1. L'Intercepteur Est**

En accompagnement des travaux routiers menés par le Département de l'Hérault sur la RD65, une partie amont de l'Intercepteur Est a été posée entre le rond-point d'Agropolis à Montferrier-sur-Lez et Botanic à Clapiers sous la nouvelle piste. A ce jour, le niveau de réalisation de l'intercepteur est de 84%. Sur la partie amont, un tronçon en refoulement de 420 ml pour un budget de 700 000 € HT a été réalisé dans le quartier Navitau à Castelnau-le-Lez ainsi qu'en rive droite coté parc zoologique, ce qui permettra à terme également de passer en assainissement collectif les habitations de ce secteur. Parallèlement, les travaux de construction du Poste de Refoulement de « Closades » qui permettra de transférer les effluents collectés en rive gauche du Lez au niveau de Clapiers vers la rive droite sur Montpellier au niveau du parc Zoologique, ont débuté en mars 2016. Les renforcements des ouvrages de refoulement de Lavalette et de Castelnau-le-Lez ainsi que la pose du réseau manquant le long de la RD65 ont été engagés début 2017 suite aux périodes de préparation fin 2016. Enfin la traversée du Lez au niveau du secteur de Navitau, qui devait être réalisée durant le printemps 2016 a été reportée en 2018, compte tenu de contraintes techniques fortes dans le lit du Lez suite aux événements pluvieux de 2015. La réalisation de ce dernier tronçon de l'Intercepteur permettra la mise en service effective de l'ensemble de l'ouvrage, depuis Prades-le-Lez jusqu'à Maëra à Lattes.

### **2. La station d'épuration intercommunale de Sussargues - Saint Génès des Mourgues et le réseau de transfert**

La mise en service de la station intercommunale de 7 200 EH (horizon 2030) sur la commune de St Génès des Mourgues en remplacement des stations d'épuration de Sussargues (2 000 Equivalent Habitants EH) et St Génès des Mourgues (1 800 EH), devenues insuffisantes en capacité et obsolètes, a été réalisée dans sa globalité en 2016. En effet, les travaux de pose du réseau de transfert, de la station au niveau de sa file Eau et enfin de la file Boues avec les aménagements paysagers, ont été terminés et l'inauguration du nouvel équipement intercommunal s'est déroulée en septembre 2016. La station d'épuration se dénomme désormais « Font Rouge ».

### **3. Le raccordement de Castries à MAERA**

L'objectif est de supprimer la station d'épuration de la commune de Castries en raccordant à MAERA les effluents de la commune. Pour cela, les études ont débuté en vue de la pose d'un collecteur de transfert des effluents de 2 260 ml en diamètre 200 mm depuis la station de Castries jusqu'au poste de refoulement du Salaison sur la commune de Vendargues qui récupère déjà les effluents de Vendargues, St Aunès, Assas et Teyran. Le coût global du projet est évalué à 1,9 M€ HT. L'année 2016 aura permis de lancer les consultations des entreprises et d'attribuer le marché de travaux, de finaliser les interfaces avec les gestionnaires de voiries et de préparer les études de conception de la nouvelle aire de dépotage

De plus, **les délégataires** ont pris en charge contractuellement la mise en place du diagnostic permanent, une démarche d'amélioration de la lutte contre les odeurs et différentes actions.

Le diagnostic permanent doit permettre d'assurer la surveillance en continu des réseaux d'assainissement afin d'améliorer la connaissance du fonctionnement, par temps sec et temps de pluie, de limiter les déversements d'eaux usées au milieu naturel, d'optimiser l'exploitation des réseaux en vue d'améliorer la gestion d'alerte, et d'améliorer la collecte des réseaux séparatifs. Pour cela, les délégataires VEOLIA Eau et AQUALTER doivent équiper l'ensemble des réseaux d'instruments de mesure adaptés. Au total, sur le secteur des réseaux raccordés à MAERA c'est 139 points de mesures instrumentés et 50 sur le secteur Est-Ouest. Fin 2016, l'instrumentation était achevée à 100% sur le secteur raccordé à Maera pour des premières simulations en 2016. L'analyse doit se poursuivre en 2017 notamment au regard du futur outil de Gestion Patrimoniale. Pour le contrat Est – Ouest détenu par AQUALTER, les instruments de mesure ont été déployés sur l'année 2016, pour 50 points au global.

Sur la lutte contre les odeurs, un certain nombre d'actions ont été menées sur la STEP MAERA, ainsi que sur ses réseaux de collecte, durant les années 2015 et 2016 afin de réduire sensiblement les nuisances constatées sur la commune de Lattes. Compte tenu de la permanence d'odeurs durant les fortes chaleurs, et malgré les améliorations constatées en 2015 avec la couverture partielle des bassins de la station d'épuration MAERA, la Métropole et son délégataire, VEOLIA, ont engagé des mesures complémentaires, comprenant l'amélioration des process internes, l'optimisation de la circulation des bennes, la réalisation de tournées d'agents internes à la station, formés à la détection des odeurs afin d'avoir le meilleur retour sur la situation et corriger en conséquence l'exploitation de la station d'épuration. Une rencontre mensuelle auprès des riverains du quartier Cérereide, en mode porte à porte, a été mise en place afin d'avoir leur ressenti, et là encore apporter les corrections d'exploitation nécessaires. Les riverains ont la possibilité de prévenir immédiatement par SMS ou e-mail de toute nuisance olfactive.

Figure aussi au contrat Est-Ouest une obligation de suivi de toutes les nuisances olfactives et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter tout impact des installations d'assainissement sur les riverains. Ces dispositions et actions ont permis de réduire sensiblement les nuisances olfactives. Un engagement fort de la collectivité est pris afin d'éradiquer définitivement ces problèmes d'odeurs.

Les travaux d'amélioration prévus au contrat les plus significatifs réalisés en 2016 sont sur le contrat MAERA la mise en place d'un traitement anti-H<sub>2</sub>S au PR Lac des Rêves à Pérols, la mutualisation d'air des Biostyrs afin d'optimiser leur fonctionnement, la mise en place de 65 compteurs électriques sur la station, afin de suivre la consommation énergétique et en améliorer le rendement. Sur le contrat Est-Ouest, il convient de noter le renouvellement et l'optimisation des agitateurs des bassins d'aération, le renouvellement et l'optimisation du surpresseur de secours de la STEP de Fabrègues, et la mise en place de 7 caméras de surveillance et 2 capteurs d'intrusion sur les stations de Fabrègues, Baillargues et Lavérune.

Conformément à la réglementation, les recettes et dépenses du service de l'assainissement collectif sont retracées dans un budget annexe au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole. Elles se décomposent en :

- recettes réelles d'exploitation pour 25,9 M€,
- dépenses réelles d'exploitation pour 6,1M€ composées des dépenses à caractère général (soutien d'étiage du Lez), des charges de personnel des charges financières,
- recettes réelles d'investissement pour 16,8 M€ provenant des subventions d'investissement (Agence de l'eau) et de l'affectation du résultat de l'année N-1,
- dépenses réelles d'investissement pour 15,3 M€ composées des travaux et frais liés (études, acquisitions terrains) et du remboursement du capital de la dette.

L'exercice 2016 fait apparaître un résultat de clôture s'élevant à 9 M€, cet excédent permet de financer les engagements de travaux reportés, de diminuer le recours à l'emprunt des investissements 2016 et de provisionner les futurs travaux de la station MAERA. La dette du service de l'assainissement s'élevait au 31 décembre 2016 à 90 M€ et a généré le paiement de 2,9 M€ d'intérêts et le remboursement de 5,5 M€ de capital

En 2016, le prix de l'assainissement est de 1,29 € HT le mètre cube, soit une baisse de 10%.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es) :

M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J. DOMERGUE

Un comité de pilotage se réunira au moins une fois tous les 6 mois. Des réunions supplémentaires peuvent être organisées sur demande d'une des parties.

La convention sera conclue pour une durée de 24 mois, délai prolongeable par voie d'avenant. La contribution totale de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 11 898,82 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de collaboration entre AgroPariTech et Montpellier Méditerranée Métropole portant sur la mise en place d'un système d'information pour le service de l'assainissement,
- dire que les crédits sont inscrits au Budget annexe de l'Assainissement chapitre 011,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1148645-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE

Les clubs du Montpellier Triathlon, Montpellier Water-polo, du Rugby à 13 et du Montpellier Paillade Natation, Montpellier Méditerranée Métropole Natation Université Club seront donc accueillis dans un espace adapté à la préparation physique de athlètes et bénéficieront du matériel mis à disposition par l'association.

Afin de soutenir cette démarche en faveur du sport de haut niveau, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite attribuer une aide exceptionnelle de 4500€ à l'association A.K SPORT.

#### **4/ Soutien à l'école des raseteurs de Baillargues Métropole.**

Dans le cadre de sa politique sportive Montpellier Méditerranée Métropole soutient les sports traditionnels tels que le tambourin et la course camarguaise.

A ce titre, depuis 5 ans, Montpellier Méditerranée Métropole soutient la Fête du Taureau, organisée en juin à Baillargues.

L'école des raseteurs de Baillargues Métropole dispense ses enseignements à plus de 40 élèves cette saison et organise environ 70 courses camarguaises par an.

Afin de soutenir cette démarche de formation et de sensibilisation des jeunes à la course camarguaise sur le territoire métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite attribuer une aide de 3000€ à l'association des raseteurs de Baillargues Métropole.

Le club continuera ainsi à porter les couleurs de Montpellier Méditerranée Métropole sur ses maillots afin de faire rayonner l'image de la Métropole lors des nombreux déplacements des encadrants et des élèves sur le territoire régional.

#### **5/ Organisation d'une course camarguaise à Lattes dans le cadre de la troisième édition du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole 2017.**

Compte tenu des modalités pratiques d'organisation de la course, il est proposé de désaffecter la subvention de fonctionnement de 5 000 €, initialement attribuée au club taurin "Lou Méjean Labomace", et d'affecter cette somme au club taurin « Lou Tau » qui supporte la responsabilité de la préparation, de l'organisation et du financement de la course.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 09/10/2017  
Déposé En Préfecture  
Le : 09/10/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170927-lmc1149280-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – CONVENTION CADRE ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET L'ASSOCIATION MONTPELLIER MÉTROPOLE ASPTT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dotée d'un réseau de treize piscines sur son territoire, Montpellier Méditerranée Métropole contribue activement au développement de la pratique sportive et à l'apprentissage de la natation pour le plus grand nombre.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole développe des actions sportives éducatives et ludiques en partenariat avec le secteur associatif.

C'est dans ce contexte que l'association Montpellier Métropole ASPTT, acteur historique sur Montpellier dont le siège est installé au complexe municipal Léon Cazal, intervient dans de nombreuses disciplines sportives au sein des équipements municipaux et métropolitains.

L'association Montpellier Métropole ASPTT a su développer et adapter ses enseignements et pratiques, depuis sa création en 1931, aux besoins et attentes des jeunes publics comme des usagers plus âgés, des publics amateurs ou confirmés mais également des sportifs de haut niveau. Cette association concourt à la satisfaction d'un objectif d'intérêt général et local.

Animés par des objectifs communs, la Métropole et la Ville de Montpellier, et l'association Montpellier Métropole ASPTT conjuguent leurs efforts selon des axes communs suivants :

- assurer un accès élargi à la pratique sportive à destination de tous les publics,
- favoriser l'offre proposée aux enfants et adultes souffrant d'un handicap,
- déployer tous les niveaux d'activité sportive allant de la découverte, l'apprentissage jusqu'à l'entraînement haut niveau dans de nombreuses disciplines,
- recourir à la pratique sportive pour améliorer la santé des usagers dans le cadre de programmes généraux ou adaptés à certaines pathologies.
- favoriser l'émergence et le développement du sport féminin,

Afin de permettre la pérennisation et le développement des objectifs communs évoqués ci-dessus, il est proposé de formaliser une convention qui visera à confirmer le principe des engagements respectifs de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'association Montpellier Métropole ASPTT.

Ladite convention prévoira les actions proposées par Montpellier Métropole ASPTT en faveur du développement de l'Ecole de sport, de la promotion de l'égalité Femmes/Hommes, du sport santé, du sport solidarité et toutes actions contribuant au développement de la pratique d'activités ludiques et originales.

En contrepartie des engagements du Montpellier Métropole ASPTT, Montpellier Méditerranée Métropole s'engagera à mettre à disposition des créneaux d'utilisation dans des établissements métropolitains par la réalisation d'une convention d'occupation du domaine public conclue annuellement, et à favoriser le développement et la pratique des équipes de haut niveau.

Ladite convention couvrira la période 2017-2020 et arrivera à échéance le 31 décembre 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention cadre susvisée, établie entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Montpellier Métropole ASPTT,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

## **TRANSPORTS ET MOBILITE**

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – DIFFUSION DE JOURNAUX GRATUITS - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AVEC LA SOCIÉTÉ 20 MINUTES ET LA SOCIÉTÉ DU JOURNAL MIDI LIBRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-P. RICO, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis l'été 2005, le quotidien gratuit « Direct Matin Montpellier Plus » devenu « CNEWS Matin Montpellier Plus », édité par la Société du journal Midi Libre, est mis à disposition des voyageurs du réseau de transport en commun de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment sur les lignes 1, 2, 3 et 4 de tramway et les parkings d'échanges.

L'actuelle convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la Société du journal Midi Libre arrive à terme.

De même, depuis septembre 2010, un dispositif équivalent existe pour le quotidien gratuit « 20 minutes », édité par la société 20 minutes France SAS.

L'actuelle convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société 20 minutes France SAS arrive également à terme.

Ces deux quotidiens, financés par les recettes publicitaires, sont distribués gratuitement aux voyageurs et sont consacrés à la fois aux informations locales, nationales et internationales, à l'actualité culturelle ainsi qu'aux loisirs de la Métropole.

Il est proposé de renouveler avec ces deux groupes de presse les conventions d'occupation temporaire du domaine public les autorisant à installer des distributeurs sur des emplacements du réseau de tramway, au sein des parkings d'échanges et à proximité de certains arrêts de bus.

Les conventions présentent les dispositions suivantes :

- La durée : 1 an à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017 ;
- Le régime des redevances : 134 € HT, TVA en sus, par présentoir et par an ;
- Les exigences en matière de qualité de service, de propreté et d'approvisionnement ;
- L'implantation des présentoirs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les projets de conventions d'occupation temporaire du domaine public à intervenir avec la société du journal Midi Libre et la société 20 minutes France SAS,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces deux conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1147525-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES  
DONNÉES ENTRE SNCF RÉSEAU ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ  
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-P. RICO, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En vue de l'élaboration d'un modèle de déplacements pour évaluer la fréquentation du réseau ferroviaire des projets de SNCF Réseau, dont les projets inscrits au Contrat de Plan Etat Région 2015 – 2020, SNCF Réseau sollicite Montpellier Méditerranée Métropole pour une mise à disposition des données de l'enquête globale des déplacements de l'Hérault 2012-2015.

Les deux projets inscrits au Contrat de Plan Etat Région 2015 – 2020, associant SNCF Réseau, qui sont l'amélioration du doublet de ligne entre les nœuds de Nîmes et de Montpellier et l'optimisation du réseau ferroviaire existant sur l'aire métropolitaine de Montpellier, vont directement contribuer à l'amélioration des conditions de circulation sur la Métropole. Il est donc proposé au Conseil de Métropole, dans le cadre de ces études, de mettre à disposition les données demandées, les modalités pratiques étant définies dans l'acte d'engagement correspondant.

En parallèle, Montpellier Méditerranée Métropole sollicite la mise à disposition des données issues de l'enquête Origine – Destination réalisée en 2010 aux barrières de péage de Montpellier 1 et 2 dans le cadre des études du Contournement Nîmes Montpellier menées par SNCF Réseau (ex RFF), dans le cadre de la construction en cours de son propre modèle multimodal de simulation des déplacements, les modalités pratiques de mise à disposition de ces données par SNCF Réseau étant définies dans un acte d'engagement annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de mise à disposition de SNCF Réseau des données de l'enquête globale des déplacements ,
- approuver le principe de mise à disposition des données de l'enquête A9 Origine - Destination 2010 par SNCF Réseau en vue de la réalisation du modèle multimodal métropolitain de simulation des déplacements,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 09/10/2017

Déposé En Préfecture

Le : 09/10/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170927-lmc1148508-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 09/10/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## **TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY LIGNE 5 - MODIFICATION DE LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE - OBJECTIFS ET MODALITÉS DE LA CONCERTATION - APPROBATION**

M. J.-P. RICO, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, le Conseil s'est prononcé sur l'intérêt général de la réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux recommandations de la commission d'enquête, cette opération a débuté par le bouclage de la Ligne 4, inauguré le 1<sup>er</sup> juillet 2016, qui constitue le premier maillon de la ligne 5 de tramway.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, le Conseil a confirmé la poursuite du projet de la Ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé autour du Parc Montcalm afin d'obtenir une modification de la Déclaration d'Utilité Publique initiale.

En effet, dans le cadre de la reconversion de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), la Ville de Montpellier et la Métropole souhaitent aménager le Parc Montcalm en un vaste espace vert de loisir de 20 ha ouvert à la population. Le tracé de la Ligne 5 dans ce secteur est par conséquent incompatible avec cette ambition.

Des études doivent être menées pour définir des tracés alternatifs, respectant l'intégrité du Parc Montcalm et une concertation sur ces tracés doit être menée en application de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme.

### 1 - Le projet soumis à la concertation et les objectifs

Pour rappel, les objectifs de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway s'inscrivent pleinement en cohérence avec les objectifs du Plan de Déplacements Urbains (PDU), dans l'optique de :

- poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics à l'échelle de l'aire métropolitaine de Montpellier afin de diminuer la dépendance automobile,
- s'intégrer dans une stratégie urbaine globale,
- assurer des dessertes de qualité des grands équipements notamment les établissements scolaires et de formation, les pôles universitaires et de recherche dans le cadre du plan Campus et les pôles d'emplois,
- prendre en compte le désenclavement des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville,
- inscrire le réseau de tramway dans une perspective de desserte des communes périurbaines du territoire de la métropole.

Ainsi, avec cette 5<sup>ème</sup> ligne, le futur réseau de tramway renforcera le caractère structurant des transports en commun dans le système de déplacements, accroîtra leur rôle en permettant l'accès à un grand nombre de pôles d'activités pour l'ensemble des habitants de la Métropole et préservera l'attractivité du centre de Montpellier tout en assurant sa protection contre la pollution et l'engorgement par la circulation générale.

Les objectifs de la Ligne 5 ne sont donc pas remis en cause, cependant, afin de préserver le Parc Montcalm, il est nécessaire d'étudier des alternatives à un passage du tramway dans le Parc.

En raison de la configuration du secteur et de son réseau viaire, les tracés seront étudiés entre l'arrivée du projet Avenue de Vannières par la route de Lavérune et la place du 8 Mai 1945, permettant ainsi l'étude de plusieurs variantes sans remettre en cause l'économie d'ensemble du projet.

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC**



**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – PROGRAMMATION 2017 DE TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DE RÉSEAUX SECS ET DE RÉSEAUX ÉLECTRIQUES AÉRIENS - CONVENTION AVEC LE SYNDICAT HÉRAULT ENERGIES POUR LES COMMUNES DE BEAULIEU ET SAINT JEAN DE VÉDAS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En application du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole, de l'article L 5217-2 du Code général des collectivités territoriales Montpellier Méditerranée Métropole, assure l'entretien et l'aménagement de la voirie, des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs accessoires sur le territoire des 31 communes membres.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole dispose de la compétence 'autorité organisatrice de la distribution de l'énergie' et à ce titre assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distributions d'électricité, de gaz, de chaleur et de froid sur son territoire. Cette compétence est assumée soit directement soit déléguée, pour une partie du réseau électrique, à des syndicats intercommunaux.

Le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole. Dans ce cadre, Hérault Energies réalise des études pour les travaux d'extension, de renforcement, et de dissimulation des réseaux et propose les plans de financement correspondants.

A ce titre, dans le cadre de la programmation de travaux 2017, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite conclure des conventions avec le syndicat Hérault Energies définissant les principaux droits et obligations des parties pour des projets liés à l'extension et au renforcement de l'éclairage public, en application de l'article 2.II de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage.

Ainsi, des travaux d'enfouissement des réseaux aériens électriques sont prévus sur le territoire de la commune de Saint Jean de Védas, rue du Mas de Magret et route de Montpellier ainsi qu'à Beaulieu, rue de la République, avec les plans de financement suivants :

**Pôle Plaine Ouest :**

*Saint Jean de Védas, rue du Mas de Magret* : Enfouissement des réseaux électriques aériens :

- montant total des travaux : 128 800,00 € TTC décomposé comme suit :

- travaux d'électricité : 52 000,00 TTC ;
- travaux d'éclairage public : 48 900,00 TTC ;
- travaux de télécommunication : 27 900,00 TTC ;

- subvention Hérault Energies sur les travaux « éclairage public » : 37 500,00 € TTC ;

- récupération de la TVA sur les travaux Hérault Energies déduite de la participation prévisionnelle de Montpellier Méditerranée Métropole : 8 100,00 €.

*Saint Jean de Védas, route de Montpellier* : Enfouissement des réseaux électriques aériens :

- montant total des travaux : 67 600,00 € TTC décomposé comme suit :

- travaux d'électricité : 55 000,00 TTC ;
- travaux d'éclairage public : 12 600,00 TTC ;

- subvention Hérault Energies sur l'ensemble des travaux « éclairage public » et « électricité » : 24 900,00 € TTC ;

- récupération de la TVA sur les travaux Hérault Energies déduite de la participation prévisionnelle de Montpellier Méditerranée Métropole : 8 500,00 €.

**Pôle Cadoule et Bérange :**

Beaulieu, Rue de la République : Enfouissement des réseaux électriques aériens :

- montant total des travaux : 132 131,89 € TTC décomposé comme suit :

- travaux d'électricité : 73 943,40 € TTC ;



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es):

M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J. DOMERGUE



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es) :

M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J. DOMERGUE

Pour l'opération de travaux de reprise de voiries diverses d'un montant TTC de 47 000,00 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 19 000,00 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération,

Pour l'opération de travaux de dissimulation des conteneurs de la place Tinière (génie civil) d'un montant TTC de 16 100,00 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 6 575,00 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération,

Pour l'opération de travaux de renouvellement et implantation de mobilier urbain neuf de la commune d'un montant TTC de 5 000,00 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 2 050,00 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération,

Pour l'opération de travaux de plantation, extension du patrimoine vert de la commune d'un montant TTC de 3 000,00 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 1 225,00 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération,

Pour l'opération de renouvellement du matériel (y compris véhicules) de la commune d'un montant TTC de 5 256,00 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 2 150,00 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération,

Pour l'opération de travaux de marquage au sol de la commune d'un montant TTC de 3 500,00 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 1 425,00 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération.

#### Commune de Lavérune

Pour l'opération de travaux de réaménagement de l'avenue de l'ancienne gare d'un montant TTC de 315 000,00 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 125 000,00 € HT, soit 47,70% du montant prévisionnel de l'opération.

#### Pôle Piémonts et Garrigues :

##### Commune de Murviel-lès-Montpellier

Pour l'opération de travaux de réaménagement de l'esplanade des Droits de l'Homme d'un montant TTC de 48 000,00 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 19 600,00 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération,

Pour l'opération de travaux de réaménagement de de la Clairette et diverses reprises d'un montant TTC de 56 000,00 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 22 867,00 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération,

Pour l'opération de travaux d'extension du réseau ERDF de la commune d'un montant TTC de 4 300,00 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 1 756,00 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération,

Pour l'opération de travaux d'extension de l'éclairage public (cheminement de la Rouvière) de la commune d'un montant TTC de 30 000,00 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 12 250,00 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération,

Pour l'opération de travaux de réaménagement de la rue Rayon d'Oc d'un montant TTC de 10 978,00 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 4 482,00 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération,

Pour l'opération de travaux de réaménagement du chemin des Pigeonniers d'un montant TTC de 33 717,00 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 13 767,00 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération.

Commune de Jacou :

Pour l'opération de travaux de réaménagement de la rue des violettes d'un montant TTC de 120 738,00 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 49 000,00 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération,

Pour l'opération de travaux de rénovation de l'éclairage public de la commune d'un montant TTC de 23 283,00 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 9 506,00 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération,

Commune Le Crès :

Pour l'opération de travaux de réaménagement de voirie du quartier Le Languedoc d'un montant TTC de 430 815,00 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 175 916,37 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération,

Pour l'opération de travaux de rénovation de l'éclairage public de la commune d'un montant TTC de 197 087,00 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 34 490,40 € HT, soit 21,00% du montant prévisionnel de l'opération

Pour l'opération de travaux d'aménagement du parking Agora d'un montant TTC de 37 756,64 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 15 417,30 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération,

Pour l'opération de travaux de réaménagement de la voirie du quartier secteur des Arènes d'un montant TTC de 36 734,40 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 14 999,88 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération,

Commune de Prades-le-Lez :

Pour l'opération de travaux de réaménagement de la voirie de la rue Plô Midi (Tranche 1) d'un montant TTC de 157 403,69 €, le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel de l'opération tel que défini dans le projet de convention s'élève à 64 273,17 € HT, soit 49% du montant prévisionnel de l'opération,

Les communes qui n'ont pas encore approuvé le versement des Fonds de concours le présenteront prochainement à leurs Conseils Municipaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement des fonds de concours décrits ci-dessus,
- approuver les conventions définissant les modalités de versement des fonds de concours,
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits à son budget, aux chapitres 905 et 908,



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es) :

M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J. DOMERGUE



SEANCE ORDINAIRE DU 27 SEPTEMBRE 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'An deux mille dix-sept et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme A. LLEDO, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme P. PERVENT suppléant de M. R. CAIZERGUES.

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. R. COTTE à M. M. LEVITA, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ, Mme I. GIANIEL à M. C. MEUNIER, Mme R. ILLAIRE à Mme M. FOURCADE, Mme M.-C. PANOS à M. P. BONNAL, M. E. PASTOR à Mme C. DONADA.

Excusé(es) :

M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J. DOMERGUE